

## Histoire du syndicalisme en Afrique

### Regards décentrés

Françoise Blum, Ophélie Rillon et Elena Vezzadini

Mise en ligne : septembre 2024

DOI : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2024.060701>

Ce double numéro est issu d'une recherche collective et pluridisciplinaire sur les dynamiques syndicales contemporaines en Afrique<sup>1</sup>. Il a pour ambition de réinvestir l'étude du syndicalisme en Afrique à l'aune de nouvelles perspectives de recherche. En historiennes, nous avons souhaité enquêter au plus près de la vie ordinaire des organisations syndicales et accorder une attention accrue aux vécus des travailleuses et travailleurs africains, à leurs subjectivités et à leurs logiques d'action. En orientant la focale sur les rapports sociaux dans les mondes du travail et le militantisme ordinaire, il s'agit de réfléchir aux possibilités et contraintes d'écriture de l'histoire syndicale avec une double ambition : écrire une histoire du syndicalisme au quotidien attentive aux rapports sociaux de genre, de race, de classe, et de génération ; écrire une histoire transnationale du syndicalisme qui se veut décentrée au sens où elle « provincialise<sup>2</sup> » les anciennes puissances coloniales française et britannique dans la compréhension des solidarités syndicales transnationales. Celles-ci se nouent à la faveur d'une pluralité de contextes imbriqués, celui des décolonisations et de la Guerre froide, et sont portées par différents projets d'émancipation : anticoloniaux, anti-impérialistes, panafricains, socialistes, tiers-mondistes. Ce double numéro invite ainsi à documenter les formes routinières de la vie des organisations syndicales par-delà les moments paroxystiques de luttes, à questionner les rapports de pouvoir qui façonnent en interne les organisations et la coopération internationale, à analyser la façon dont se transmettent (ou non) les mémoires et les héritages syndicaux au gré de l'histoire et des générations.

Le syndicalisme connaît un réel essor sur le continent africain à compter des années 1920-1930 et plus encore au lendemain de la Seconde Guerre mondiale qui voit se légaliser, de façon concomitante dans de nombreux territoires colonisés, les organisations de défense des travailleuses et travailleurs africains. Avant cela, seuls les travailleurs européens avaient le droit de créer des syndicats. Si des sociétés de secours mutuel ou des amicales socio-professionnelles ont constitué au tout début du xx<sup>e</sup> siècle des formes d'organisation des travailleuses et travailleurs africains<sup>3</sup>, les articles réunis dans ce double numéro prennent prioritairement pour objet d'étude les syndicats africains légalement constitués. Ils embrassent un siècle d'histoire syndicale s'étendant des années 1920 à nos jours et permettant de saisir les reconfigurations de l'action syndicale dans le temps, à l'échelle de divers secteurs professionnels (chemin de fer, domesticité, industrie du textile, enseignement), en croisant plusieurs pays africains (Éthiopie, Afrique du Sud, Tanzanie, Burkina Faso, Algérie, Mali, Guinée, Cameroun, Congo, Ouganda) et européens (Italie et Allemagne), ainsi que différentes temporalités

<sup>1</sup> ANR Syndiquaf - Syndicalisme au quotidien en Afrique (2019-2022) coordonnée par Alexis Roy (CNRS, IMAF). URL : <https://syndiquaf.hypotheses.org/> (consulté le 12 décembre 2024).

<sup>2</sup> Dipesh Chakrabarty (2009), *Provincialiser l'Europe : la pensée postcoloniale et la différence historique*, Paris, Amsterdam.

<sup>3</sup> On ne dispose que de très peu d'informations sur les premiers syndicats avant leur légalisation officielle. Il en existait pourtant une grande diversité sous forme d'associations, de clubs d'entraide et de socialisation, ou encore de guildes d'artisans. Dans certains contextes, comme l'Égypte ou la Gambie, ces formes d'organisation des travailleurs existaient avant la colonisation. Hughes Arnold et Perfect David (1989), « Trade Unionism in the Gambia », *African Affairs*, 88(353), pp. 552-556 ; Chalcraft John T. (2012), *The Striking Cabbies of Cairo and Other Stories, The Crafts and Guilds in Egypt, 1863-1914*, New York, SUNY Press.



d'étude. Des luttes contre les injustices de l'ordre colonial dans les mondes du travail, aux libéralisations économiques initiées dans les années 1980, le phénomène syndical constitue une entrée fructueuse pour explorer la « question sociale » en Afrique. Au centre de cette réflexion, il s'agit de documenter aussi bien les conditions d'existence des travailleuses et travailleurs, que les transformations des mondes du travail ou encore des réseaux de solidarité locaux et transnationaux au sein desquels se façonnent les luttes au travail et pour le travail.

Afin de mettre en perspective les apports des articles de ce double numéro, nous proposons un retour sur une historiographie riche et ancienne. Sa dominante est anglophone même s'il existe également un certain nombre de travaux francophones, au sein desquels le Sénégal occupe une place prédominante. Cette importante asymétrie linguistique de la production scientifique n'est pas propre aux études africaines. De façon générale, l'objet syndical constitue un parent pauvre des travaux en sciences sociales en France<sup>4</sup>, en dépit de la fondation en 1966 d'un Centre d'histoire du syndicalisme<sup>5</sup>. Qualifié d'objet « subordonné », de champ historiographique « émietté », de chantier « en friche » permanente, l'étude du syndicalisme ne permettrait pas de « faire carrière » dans le champ académique français<sup>6</sup>. Au regard de cette disparité, il nous a semblé nécessaire d'offrir un panorama synthétique de l'historiographie en langue anglaise à laquelle contribuent de nombreux auteurs et autrices du continent africain. Cette introduction entend ainsi jouer un rôle de « passeur » d'historiographies afin de décloisonner les bibliothèques scientifiques et de renouveler les perspectives de recherche sur ce « vieil » objet, toujours d'actualité.

## De l'histoire du travail à l'histoire des organisations de travailleurs en Afrique

L'histoire syndicale est née et s'imbrique à un autre courant historiographique : celui de l'histoire du travail salarié en situation coloniale. En effet, c'est dans la matérialité de la vie ordinaire et des rapports sociaux au travail, quand des hommes et des femmes colonisés exploités s'organisent pour lutter pour l'amélioration de leurs conditions de vie, que se forment les premières organisations de défense des droits des travailleurs et travailleuses.

Le succès des différentes entreprises coloniales – à la fois pour bâtir l'État colonial et pour en extraire les ressources – dépend de leur capacité à se saisir de la force de travail des Africain·es. Tout au long de la période coloniale, la mobilisation de la main d'œuvre masculine mais aussi féminine<sup>7</sup> a pris des formes diverses allant du travail forcé<sup>8</sup> à la diffusion du salariat<sup>9</sup>, dans une grande variété de secteurs clés : construction et maintenance des infrastructures, extraction de minerais, travail occasionnel dans les plantations et les cultures commerciales. Cette main d'œuvre d'origine rurale est dans les premiers temps très volatile : elle reste sur le lieu de travail le temps de gagner suffisamment d'argent pour se déplacer chez un nouvel employeur ou pour rentrer dans son village. Les travailleurs peuvent investir leur salaire dans des biens qui participent de

<sup>4</sup> Paquelin Stéphane et Wolikow Serge (2005), « Elliptiques historiennes autour de l'objet syndical », in V. Chambarlhac et G. Ubbiali (dir.), *Épistémologie du syndicalisme, construction disciplinaire de l'objet syndical*, Paris, L'Harmattan, pp. 69-95.

<sup>5</sup> Laboratoire de recherche fondé par Jean Maitron qui a la singularité de réunir des historien·nes et des représentant·es syndicaux. Il est renommé Centre d'histoire sociale des mondes contemporains en 2018.

<sup>6</sup> Bérout Sophie (2005), « Le syndicalisme construit par la science politique », in V. Chambarlhac et G. Ubbiali (dir.), *Épistémologie du syndicalisme, construction disciplinaire de l'objet syndical*, Paris, L'Harmattan, pp. 13-34.

<sup>7</sup> Rodet Marie (2009), *Les migrantes ignorées du Haut-Sénégal : 1900-1946*, Paris, Karthala ; Barnes Teresa A. (1992), « The Fight for Control of African Women's Mobility in Colonial Zimbabwe, 1900-1939 », *Signs : Journal of Women in Culture and Society*, 17(3), pp. 586-608. Les différents États coloniaux recrutent de préférence des hommes comme travailleurs occasionnels, et leurs archives n'évoquent qu'à la marge le travail féminin, quand il représente un « problème » ou un « danger », comme dans le cas des migrations féminines jugées « indésirables ». Le fait que la majorité des politiques coloniales sur le travail portent sur des hommes et la nature genrée des premières migrations nous conduit à employer ici le masculin dans cette première phase de l'histoire coloniale du travail.

<sup>8</sup> Fall Babacar (1993), « Le travail forcé en Afrique occidentale française (1900-1946) », *Civilisations. Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines*, 41, pp. 329-36 ; Keese Alexander (2014), « Slow Abolition within the Colonial Mind : British and French Debates about "Vagrancy", "African Laziness", and Forced Labour in West Central and South Central Africa, 1945-1965 », *International Review of Social History*, 59(3), pp. 377-407 ; Keese Alexander (2016), « Between Community Development Effort and Hidden Colonial Forced Labour », *African Economic History*, 44, pp. 152-80 ; Tiquet Romain (2019), *Travail forcé et mobilisation de la main-d'œuvre au Sénégal. Années 1920-1960*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

<sup>9</sup> La très vaste littérature sur le travail forcé a remis en question la dichotomie entre travail forcé, engagisme et salariat. Pour un point historiographique sur le débat, voir Ricciardi Ferruccio (2019), « Travail indigène/travail colonial », in M. C. Bureau, A. Corsoni., O. Giraud et F. Rey (dir.), *Les zones grises des relations de travail et d'emploi*, tome 1, Buenos Aires, Teseo, pp. 563-574.

leur ascension sociale ou économique : payer la dot de mariage et ainsi fonder une famille, acheter des terres, des semences ou du bétail, ou encore engager des travailleurs occasionnels sur leurs propres terres destinées aux cultures commerciales. Ainsi, le travail salarié peut devenir un vecteur de mobilité sociale. Dans d'autres contextes, parfois en concomitance, le salariat devient un passage obligé pour payer les impôts coloniaux<sup>10</sup>.

Cette structuration du travail engendre des configurations spécifiques pour les travailleurs. La première est la volatilité de l'emploi<sup>11</sup>. Puisque le travail salarié est organisé comme étant de courte durée, les travailleurs ont peu, voire aucun droit ou protection légale. Ils endurent des conditions de travail épuisantes et des journées interminables, vivent dans des hébergements de fortune situés dans des quartiers souvent ségrégués et particulièrement insalubres<sup>12</sup>. La lutte contre les discriminations raciales et les différences de traitement entre Européens et Africains conduit les fonctionnaires nigériens à créer dès 1912 le Civil Service Union qui mène, pendant de longues années, le combat pour l'égalité salariale<sup>13</sup>. Ce ne sont donc pas les salariés les plus précaires mais une élite instruite qui, de façon pionnière, initie la première forme d'organisation syndicale.

Le second problème découle de la vulnérabilité des salariés vis-à-vis des oscillations des marchés mondiaux. Les crises économiques globales engendrent des vagues d'inflation qui affectent le niveau de vie des travailleurs dont les salaires ne compensent pas la hausse des prix puisque les employeurs cherchent à réduire au maximum les coûts du travail. L'effondrement spécifique des cours des marchés mondiaux de certaines cultures commerciales ou de matériaux exportés (arachide, coton, sésame, cuivre, sisal, etc.), déstabilisent également le marché du travail et donne naissance à ce que Monique Lakroum a nommé « les vagabonds de l'embauche » à Dakar<sup>14</sup>. Ce ne sont pas seulement les travailleurs occasionnels qui subissent les effets des oscillations des marchés, mais aussi les fonctionnaires africains, affaiblis par la baisse parfois spectaculaire de leur pouvoir d'achat. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, des fonctionnaires sénégalais se mettent en grève en 1919, puis en 1925, pour protester contre le recul de leur niveau de vie au point que certains envisagent de démissionner du service public<sup>15</sup> ; des comités de grève initient les grèves de cheminots de 1920 et 1925<sup>16</sup>. En Sierra Leone, la combinaison entre perte d'emploi et inflation conduit à des grèves en 1918, 1920 et 1926 et à la formation du Railways Workers Union en 1919<sup>17</sup>. La dépression de 1929 est à l'origine de mouvements sociaux de travailleurs à plusieurs endroits du continent<sup>18</sup>. La création au Nigéria de ce qui deviendra le puissant syndicat des chemins de fer (Railways Workers Union) en 1931 est une réponse aux coupes de personnel suite à la crise de 1929<sup>19</sup>. La même dépression provoque la première vague de grèves générales en Gambie en 1929<sup>20</sup>. Les grandes grèves de 1935 dans le Copperbelt de la Rhodésie du Nord (actuelle Zambie) sont déclenchées par l'effet combiné de la dépression de 1929 – avec sa vague de pertes d'emploi – et l'augmentation des impôts des travailleurs des mines visant à atténuer l'impact de la dépression sur les zones rurales<sup>21</sup>. De manière identique, la grande vague inflationniste qui a lieu après la Seconde Guerre mondiale déclenche des grèves « de Durban à Tunis, de Dakar à Dar Es Salaam » ou encore à

<sup>10</sup> Ochon Moses (2013), « African Colonial Economies : Land, Labor, and Livelihoods », *History Compass*, 11(2), pp. 91-103.

<sup>11</sup> D'Almeida-Topor Hélène (1976), « Recherches sur l'évolution du travail salarié en AOF pendant la crise économique, 1930-1936 », *Cahiers d'études africaines*, 16(61), pp. 103-117.

<sup>12</sup> Iliffe John (1987), *The African Poor : A History*, Cambridge, Cambridge University Press ; Salm Steven J. et Toyin Falola (2005), *African Urban Spaces in Historical Perspective*, Rochester, University of Rochester Press.

<sup>13</sup> Okonkwo Rina (1993), « The Nigeria Civil Service Union, 1919-1922 », *The International Journal of African Historical Studies*, 26(3), pp. 609-622.

<sup>14</sup> Lakroum Monique (1983), *Le travail inégal : paysans et salariés sénégalais face à la crise des années trente*, Paris, L'Harmattan.

<sup>15</sup> Bernard-Duquenot Nicole (1977), « Les débuts du syndicalisme au Sénégal au temps du Front populaire », *Le Mouvement Social*, 101, p. 41.

<sup>16</sup> Fall Babacar (2006), « Le mouvement syndical en Afrique occidentale francophone, de la tutelle des centrales métropolitaines à celle des partis nationaux uniques, ou la difficile quête d'une personnalité (1900-1968) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 84(4), pp. 49-58 ; Thiam Iba Der (1983), « L'évolution politique et syndicale du Sénégal colonial de 1840 à 1936 », thèse de doctorat, Université Paris1-Panthéon-Sorbonne.

<sup>17</sup> Amolo Milcah (1979), « Trade Unionism and Colonial Authority Sierra Leone : 1930-1945 », *Transafrican Journal of History*, 8(1/2), pp. 37-38.

<sup>18</sup> Pour une analyse comparative des effets de la dépression de 1929 en Afrique orientale, voir Stichter Sharon (1984), « The Impact of the Depression on Workers' Movements in East and Central Africa, 1930-36 », *Review (Fernand Braudel Center)*, 8(1), pp. 117-131.

<sup>19</sup> Oyemakinde Wale (1977), « The Impact of the Great Depression on the Nigerian Railway and Its Workers », *Journal of the Historical Society of Nigeria*, 8(4), pp. 148-149.

<sup>20</sup> Hughes A. et Perfect D., « Trade Unionism in the Gambia », art. cité, pp. 552-556.

<sup>21</sup> Stichter S., « The Impact of the Depression », art. cité, pp. 121-125.

Mombasa, Khartoum, Nairobi, Freetown, Thiès et Takoradi<sup>22</sup>. La grève générale qui éclate à Dakar en 1946<sup>23</sup> implique tous les salariés, à l'exception des cheminots qui entreront en grève en 1947-1948<sup>24</sup>. Dans l'empire britannique, la circulaire Passfield adoptée en 1930 après les grèves gambiennes déclenchées par la grande dépression, et qui de manière précoce incitait pour la première fois les gouverneurs coloniaux britanniques à soutenir la formation de syndicats, resta lettre morte pendant de nombreuses années.

Ces épisodes de grèves générales ne sont cependant pas les seules formes de contestation dans les mondes du travail. Les archives regorgent de traces de grèves dites « sauvages » (« *wildcat strikes* » en anglais) qui correspondent à des interruptions de travail, généralement de courte durée, avec pour objectif de forcer un employeur à faire des concessions : augmentation de salaire, amélioration de la nourriture, réduction des horaires de travail, ou encore réintégration d'un collègue renvoyé. Tel est le cas de la grève « illégale » déclenchée en 1917 par les ouvriers et charbonniers de la société italienne « Le Sénégal » pour réclamer une augmentation de salaire<sup>25</sup>. Ces interruptions collectives ne sont qu'une des nombreuses formes de résistance employées par les travailleurs – qui vont de l'absentéisme à l'abandon soudain du lieu de travail ou au non accomplissement des tâches – qui caractérisent de manière précoce et fréquente les relations de travail en situation coloniale<sup>26</sup>. Ce qui transforme ces épisodes en grèves générales, c'est le degré d'organisation des travailleurs, facilitée par leur concentration plus ou moins stable dans un même lieu – notamment les quartiers ouvriers.

L'essor des mobilisations de travailleurs s'accompagne ainsi de la multiplication d'organisations syndicales plus ou moins légalisées parmi les fonctionnaires africains, les employés de commerce, mais aussi les mineurs, dockers, marins et cheminots, autant de catégories de salariés très connectés au monde extérieur<sup>27</sup>. La répression à leur rencontre est cependant féroce jusqu'aux années 1940. En 1935 à Roan Antelope, au Copperbelt, on tire sur les manifestants ; six sont tués. On tire aussi sur les cheminots à Thiès, au Sénégal, en 1938<sup>28</sup>. Les grèves les plus spectaculaires et qui génèrent des niveaux de violence paroxystiques vis-à-vis de salariés ont lieu dans ces années-là aux Indes occidentales : en Jamaïque, à la Barbade et Trinité et Tobago en 1937-1938. Environ cinquante personnes sont tuées et mille personnes sont arrêtées<sup>29</sup>. Ces événements conduisent à la formation de commissions spéciales pour enquêter sur la situation des travailleurs des colonies, qui mettent en lumière des conditions de travail exécrables et la faiblesse des infrastructures urbaines, incapables d'accueillir cette main d'œuvre « stabilisée » soumise à des conditions de vie insalubres. En réaction à ces vagues de grèves et en lien avec la force d'opposition croissante du Labour Party, le Colonial Office finit par forcer les différents gouverneurs coloniaux à légaliser les syndicats<sup>30</sup>. Pour convaincre les plus récalcitrants, il adopte le Colonial Development and Welfare Act en 1940, selon lequel aucune colonie ne pourra bénéficier de l'aide au développement sans avoir au préalable légalisé les droits syndicaux. Dans l'empire français, le gouvernement de Léon Blum et du Front populaire légalise, mais avec restrictions, le

<sup>22</sup> Oberst Timothy (1988), « Transport Workers, Strikes and the "Imperial Response" : Africa and the Post World War II Conjuncture », *African Studies Review*, 31(1), pp. 117-133.

<sup>23</sup> Gueye Omar (2024), *La grève générale de 1946 au Sénégal*, Paris, Présence africaine.

<sup>24</sup> Cooper Frederick (1996), « "Our strike" : Equality, anticolonial politics and the 1947-48 railway strike in French West Africa », *Journal of African History*, 37(1), pp. 81-118.

<sup>25</sup> Thiam I. D., « L'évolution politique... », art. cité, pp. 249-253

<sup>26</sup> Il n'y a pas d'article ou ouvrage qui résume de manière exhaustive ces actions de résistance ordinaire, mais elles sont décrites dans une quantité de littérature, surtout pour décrire les phases qui précèdent soit de grandes grèves soit la création de syndicats, ou bien des formes de résistance au travail de la part de femmes. Voir par exemple : Parpart Jane L. (1988), « Women, Work and Collective Labour Action in Africa », in R. Southall (dir.), *Labour and Unions in Asia and Africa : Contemporary Issues*, Londres, Palgrave Macmillan, pp. 238-255 et en particulier p. 241 ; Hughes Arnold et Cohen Robin (1978), « An Emerging Nigerian Working Class : The Lagos Experience 1897-1939 », in P. C. W. Gutkind, R. Cohen et J. Copans (dir.), *African Labor History*, Beverly Hills, Sage Publications, pp. 31-55 ; Crisp Jeff (2017), *The Story of an African Working Class : Ghanaian Miners' Struggles 1870-1980*, Londres, Zed Books, pp. 29-32 ; Mabin Alan (1983), « Strikes in the Cape Colony, 1854-1899 », University of Witwatersrand, African Studies Seminar Paper.

<sup>27</sup> Person Yves (1980), « Les syndicats en Afrique noire », *Le Mois en Afrique. Revue d'études politique et économiques africaines*, 172-173, pp. 22-46.

<sup>28</sup> Thiam Iba Der (1972), « La Grève des cheminots du Sénégal de septembre 1938 », mémoire de maîtrise, Dakar, Université Cheikh Anta Diop.

<sup>29</sup> Weiler Peter (1984), « Forming Responsible Trade Unions : The Colonial Office, Colonial Labor, and the Trades Union Congress », *Radical History Review*, 28-30, pp. 369-370.

<sup>30</sup> Les cadres du Labour Party sont souvent issus du milieu syndical, comme Arthur Creech Jones, sous-secrétaire aux colonies dans le gouvernement Labour entre 1945 et 1950. Il joue un rôle important dans la nouvelle législation sur les syndicats dans les colonies britanniques. Voir Kelemen Paul (2007), « Planning for Africa : The British Labour Party's Colonial Development Policy, 1920-1964 », *Journal of Agrarian Change*, 7(1), pp. 76-98.



syndicalisme par deux décrets en 1937<sup>31</sup> qui ne concernent que la seule Afrique occidentale française (AOF) – concession suspendue pendant le régime de Vichy.

Dans les empires français et britannique, un tournant intervient ainsi à la fin des années 1930 et surtout pendant les années 1940. Il est connu dans l'historiographie comme la période de stabilisation de la force de travail : le « travailleur type » n'est plus un migrant, son travail est continu dans le temps et son salaire constitue son principal revenu. Cela coïncide avec la tentative des gouvernements coloniaux de « normaliser » le travail ou encore, pour reprendre la terminologie coloniale, de le « civiliser ». La conception visant à maximiser les gains des employeurs, quitte à épuiser les travailleurs jusqu'à les tuer, est supplantée par une autre conception de la rentabilité : les travailleurs doivent désormais être organisés, fiables et compétents<sup>32</sup>. Comprendre ces transformations des mondes du travail<sup>33</sup> et l'expansion concomitante des organisations de défense des travailleurs dans les colonies françaises et britanniques des années 1940 nécessite d'adopter une perspective impériale. Ce tournant est directement corrélé au « colonialisme tardif » ou « développementaliste », des termes qui désignent la reconfiguration intellectuelle et structurelle de la gestion des colonies après la Seconde Guerre mondiale<sup>34</sup>. Le véritable essor des syndicats africains se situe à ce moment, en corrélation avec leur légalisation progressive, d'abord dans les colonies britanniques (années 1930-1940) puis françaises (1944), belges (1957) et enfin portugaises (1961).

L'effet de ces législations sur la formation syndicale est fulgurant : par exemple, après la légalisation des syndicats au Nigéria en 1938, 27 sont enregistrés en 1941 et 129 en 1948<sup>35</sup>. La première conférence panafricaine des syndicats de Dakar en 1947 inclut 18 organisations syndicales africaines réunissant 763 000 militants<sup>36</sup>. Le Trade Union Congress de Grande-Bretagne qui recense l'accroissement des syndicats dans l'empire britannique en comptabilise 228 en 1942 et 1 300 en 1952<sup>37</sup>. Dans les différents empires, la législation syndicale est directement inspirée des lois métropolitaines relatives à l'organisation des travailleurs. Dans l'empire britannique, il existe un modèle d'ordonnance type<sup>38</sup>. Dans l'empire français, le code du Travail de 1952 est calqué sur le modèle français<sup>39</sup>. Dans les deux cas, des décrets conditionnent la légalisation des syndicats à la validation de leurs statuts de la part de l'État, par le biais d'un processus d'enregistrement. Pour cela, un certain nombre de conditions doivent être remplies, localement établies par le gouvernement colonial : au Nigéria, par exemple, le nombre de membres ; en AOF, le niveau d'éducation et la connaissance du français lu, écrit et parlé, même si cette règle n'est pas strictement appliquée<sup>40</sup>.

Cette obligation d'enregistrement montre l'attitude complexe et ambiguë des gouvernements coloniaux vis-à-vis de la question du travail. Les syndicats approuvés par l'État sont pensés comme le moyen d'estomper la violence des conflits au travail, tout en améliorant le sort des travailleurs. Ils sont même conçus comme les

<sup>31</sup> Bernard-Duquenot N. (1977), « Les débuts du syndicalisme au Sénégal... », art. cité.

<sup>32</sup> Cooper Frederick (1989), « From Free Labor to Family Allowances : Labor and African Society in Colonial Discourse », *American Ethnologist*, 16(4), pp. 745-765 ; Cooper Frederick (1996), *Decolonization and African Society : The Labor Question in French and British Africa*, New York, Cambridge University Press ; Cooper Frederick (1997), « The Dialectics of Decolonization : Nationalism and Labor Movements in Postwar Africa », in F. Cooper et A. L. Stoler (dir.), *Tensions of Empire*, Berkeley, University of California Press, pp. 406-435.

<sup>33</sup> Kaptue Léon (1986), *Travail et main-d'œuvre au Cameroun sous régime français, 1916-1952*, Paris, L'Harmattan.

<sup>34</sup> Kelemen Paul (2006), « Modernising Colonialism : The British Labour Movement and Africa », *Journal of Imperial & Commonwealth History*, 34(2), pp. 223-244 ; Kelemen Paul (2007), « Planning for Africa : The British Labour Party's Colonial Development Policy, 1920-1964 », *Journal of Agrarian Change*, 7(1), pp. 76-98 ; Rossi Benedetta et Barchiesi Franco (2017), « Special Issue : Developmentalism, Labor, and the Slow Death of Slavery in Twentieth Century Africa », *International Labor and Working-Class History*, 92.

<sup>35</sup> Solomon Lawrence Chichebem (2020), « Union Busting in Colonial Nigeria's Public Works Department. A study in the dynamics of Labour Relations, 1938-1948 », *Kenneth Dike Journal of African Studies*, 1(2), p. 221.

<sup>36</sup> Fall B., « Le mouvement syndical en Afrique occidentale francophone... », art. cité, p. 54.

<sup>37</sup> Kelemen P., « Modernising Colonialism... », art. cité, p. 229.

<sup>38</sup> Pour n'en citer que le début : un syndicat était « une combinaison, temporaire ou permanente, de X ou plus employés et de Y ou plus employeurs, ayant comme objectif principal, sous sa constitution, celle de la régulation des relations entre employeurs et employés », dans Godfrey A. Pirotta (1983), « The Growth of Trade Unions under British Colonialism : A Comparative Study », *Economic and Social Studies*, 1, p. 32.

<sup>39</sup> Ricciardi F., « Travail indigène/travail colonial », art. cité, p. 571 ; Guèye Omar (2011), *Sénégal : histoire du mouvement syndical, la marche vers le Code du travail*, Paris, L'Harmattan.

<sup>40</sup> Cooper F., *Decolonization and African Society*, op. cit. ; Bouche Denise (1986), « L'administration de l'Afrique occidentale française et les libertés démocratiques (1944-1946) », in Ch.-R. Ageron (dir.), *Les chemins de la décolonisation de l'empire colonial français, 1936-1956*, Paris, CNRS Éditions, pp. 467-479 ; Bernard-Duquenot N., « Les débuts du syndicalisme au Sénégal... », art. cité.

vecteurs susceptibles de favoriser l'avènement d'une classe ouvrière proche de l'ethos européen. À l'inverse, le refus d'enregistrement est un outil pour écarter les syndicats ou les fédérations jugées « indésirables », comme dans le cas de la Sudanese Workers Trade Union Federation, très à gauche, jamais légalisée. Enfin, des fédérations syndicales comme le Trade Union Congress (TUC) en Grande-Bretagne et la Confédération générale du travail (CGT) en France jouent un rôle crucial – bien que différent – dans la structuration des syndicats de ces deux mondes impériaux. Alors que le TUC a surtout une fonction consultative et technique, et que l'autonomie syndicale est la norme dans l'empire britannique, les premiers syndicats de l'espace colonial français naissent comme des branches de la CGT. La Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) joue aussi un rôle important en Afrique équatoriale française (AEF)<sup>41</sup>. À l'exception des syndicats de cheminots qui restent autonomes, le syndicalisme de l'Afrique française hérite du centralisme bureaucratique et des divisions syndicales de la métropole, avec également l'apparition en 1948 de Force ouvrière (CGT-FO), qui reste cependant très minoritaire. L'autonomie à l'égard des centrales métropolitaines et, dans certains cas, des confédérations internationales, est néanmoins actée dans les années 1950. Tel est le cas de l'Union générale des travailleurs d'Afrique noire (UGTAN) qui, en 1957, se désaffilie des unions syndicales françaises CGT et de la Fédération syndicale mondiale, au grand dam des responsables soviétiques<sup>42</sup>.

Si l'on peut trouver de grandes similitudes entre les évolutions au sein des empires français et britannique, c'est moins vrai en ce qui concerne les empires belge et surtout portugais, où la légalisation du syndicalisme est plus tardive et où surtout les organisations professionnelles sont longtemps structurées autour de frontières raciales<sup>43</sup>. Des organisations professionnelles « de classe » sont créées dès le début du xx<sup>e</sup> siècle dans l'Afrique coloniale portugaise, transformées partiellement en « syndicats nationaux » sous le régime fasciste des années 1930 et irriguées par l'idéologie national-sindicaliste et corporatiste. Toutes sont réservées aux « *civilizados* », c'est-à-dire très majoritairement aux blancs, et jouent un rôle de « mutualisme socio-professionnel ». Des unions « blanches » sont également autorisées dans l'empire belge à partir de 1921. Celles-ci résistent à la formation de syndicats africains, comme en Afrique du Sud ou au Copperbelt belge<sup>44</sup>. Dans ces sociétés coloniales singulièrement ségréguées, les discriminations raciales co-construisent l'action syndicale et la structuration du monde du travail. Ainsi, dans le Mozambique des années 1940, ces syndicats réclament et obtiennent l'interdiction de certaines professions, notamment dans l'administration, aux Africains assignés aux métiers ouvriers<sup>45</sup>. L'ordonnance belge de 1946 autorise de façon restrictive la liberté syndicale pour les Africain-es mais interdit la mixité raciale au sein des organisations professionnelles. Celle-ci sera levée par le décret de 1957 qui amorce l'essor du mouvement syndical congolais<sup>46</sup>. En lien avec le décalage chronologique des décolonisations portugaises, c'est à partir de 1961, avec la révocation du statut indigène, que le syndicalisme n'est plus interdit aux « *indigénas* ». Il est néanmoins réservé aux travailleurs ayant un emploi stable et une qualification, ce qui permet d'introduire diverses barrières. Rares sont ainsi les syndicats ouverts aux travailleuses et travailleurs africains<sup>47</sup> jusqu'aux indépendances tardives.

Les conflits raciaux mettent en lumière un autre aspect de la formation des syndicats en Afrique<sup>48</sup>. Les relations de travail au sein d'un même secteur professionnel sont ainsi traversées par des clivages imbriqués de race et de classe. Ils façonnent les compétitions et oppositions entre travailleurs comme cela a été finement

<sup>41</sup> Blum Françoise (2013), « Syndicalistes croyants et panafricains : réseaux des années 60 », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 119, pp. 99-112 ; Tagourla Abdrahamane (en cours), « Étude comparative des mouvements de grève en AOF et AEF : 1945-1960 », thèse de doctorat, Université Paris1-Sorbonne.

<sup>42</sup> Fonteneau Gérard (2004), *Histoire du syndicalisme en Afrique*, Paris, Karthala ; Agyeman Opoku (2003), *The Failure of Grassroots Pan-Africanism : the case of the All-African Trade Union Federation*, Lanham, Lexington Books, p. 121.

<sup>43</sup> Sur les associations dans l'Empire belge telles celles des moniteurs précédant les syndicats, voir Saur Léon (2012), « Catholiques belges et Rwanda, 1950-1964 : les pièges de l'évidence », thèse de doctorat, Université Paris1-Panthéon-Sorbonne, p. 300.

<sup>44</sup> Seddon David (2009 [2002]), « Popular Protest and Class Struggle in Africa : An Historical Overview », in L. Zeilig (dir.), *Class Struggle and Resistance in Africa*, Chicago, Haymarket Books, pp. 57-86.

<sup>45</sup> Cahen Michel (1983), « Corporatisme et colonialisme. Approche du cas Mozambicain, 1933-1979 », *Cahiers d'Études Africaines*, 23(92), pp. 400-401.

<sup>46</sup> Mbili Kwa Mbili (1986), « Esquisse du syndicalisme au Zaïre : d'hier à aujourd'hui », *Africa : Rivista trimestrale di studi e documentazione dell'Istituto italiano per l'Africa e l'Oriente*, 41(2), pp. 271-280.

<sup>47</sup> Cahen Michel (2008), « Salazarisme, fascisme et colonialisme. Problèmes d'interprétation en sciences sociales, ou le sébastianisme de l'exception », *Portuguese Studies Review*, XV(1), pp. 87-113.

<sup>48</sup> Orr Charles A. (1966), « Trade Unionism in Colonial Africa », *The Journal of Modern African Studies*, 4(1), pp. 65-81 ; Freund Bill (1984), « Labor and Labor History in Africa : A Review of the Literature », *African Studies Review*, 27(2), pp. 1-58 ; Freund Bill (2019), « Trade Unions », in A. Eckert et S. Bellucci (dir.), *General Labour History of Africa : Workers, Employers and Governments, 20th-21st Centuries*, Boydell & Brewer, pp. 523-552.

étudié dans le cas paroxystique de l'Apartheid en Afrique du Sud<sup>49</sup>. Néanmoins, ce clivage n'est pas une fatalité et des transferts de pratiques de protestations syndicales s'opèrent également par-delà les frontières raciales de l'ordre colonial<sup>50</sup>. En Égypte, la diffusion d'idées syndicales se fait grâce à une collaboration étroite entre travailleurs africains et « passeurs » souvent originaires du milieu de la gauche radicale européenne<sup>51</sup>. En Algérie, des communistes français organisent les premiers syndicats qui incluent également des Algériens<sup>52</sup>.

Après leur légalisation dans les années 1940, et en lien avec les grandes grèves de l'époque coloniale tardive, les syndicats africains obtiennent des avancées cruciales, à l'instar de la mise en place en 1952 d'un code du Travail en Afrique française<sup>53</sup>. L'immense prestige acquis par certains leaders syndicaux dans ces actions et leur investissement dans les luttes anticoloniales témoignent de la jonction étroite entre syndicalisme, anticolonialisme et/ou nationalisme. Cependant, le degré de cette imbrication varie fortement d'un contexte à l'autre. Dans certains cas, les unions syndicales, cooptées par les gouvernements coloniaux puis indépendants, restent à l'écart de la politique. Tel est le cas des syndicats du Soudan après les grandes grèves du début des années 1950, ou encore de Rhodésie du Nord où, en 1953, le syndicat des mines ne rejoint pas les protestations de l'alliance nationaliste<sup>54</sup>. Dans d'autres cas, les grands syndicats et les unions syndicales s'allient étroitement aux partis anticoloniaux, tout en constituant des partenaires gênants du fait de leur capacité à mobiliser les masses urbaines. Ils entrent ainsi en compétition plus ou moins latente avec les partis anticolonialistes. Après les indépendances, les leaders syndicaux sont souvent les premières victimes des purges opérées par les partis uniques. Tel est le cas, parmi d'autres, du kenyan Tom Mboya assassiné en 1969 ou de Shafi'a Ahmed al-Shaykh, leader syndical soudanais vice-président de la FMS, pendu en 1972<sup>55</sup>. Dans d'autres contextes encore, dont le plus connu est certainement la Guinée de Sékou Touré, les responsables syndicaux se transforment en leaders politiques qui mènent le pays à l'indépendance, et répriment à leur tour les membres de leurs anciennes structures. Un prétendu « complot des enseignants » permet en 1961 au gouvernement guinéen de museler le syndicalisme enseignant et étudiant et entraîne une grande vague d'arrestations dans ces milieux<sup>56</sup>. Les trajectoires militantes de l'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny<sup>57</sup>, qui prend la tête en 1946 du Syndicat des planteurs de Côte-d'Ivoire (SAA), du Soudanais (Mali) Modibo Keita et du Voltaïque Ouezzin Coulibaly, tous deux fondateurs en 1937 du Syndicat des enseignants

<sup>49</sup> Henson David (1978), « Trade Unionism and the Struggle for Liberation in South Africa », *Capital & Class*, 2(3), pp. 1-41 ; Cunningham P. W. (1985), « Trade Unions and Politics in South Africa », *South African Journal of Sociology*, 16(2), pp. 43-48 ; Freund Bill (2013), « Labour Studies and Labour History in South Africa : Perspectives from the Apartheid Era and After », *International Review of Social History*, 58(3), pp. 493-519 ; Masiya Tyanai (2014), « Social Movement Trade Unionism: Case of the Congress of South African Trade Unions », *Politikon*, 41(3), pp. 443-460.

<sup>50</sup> Blum Françoise (2017), « D'une révolte africaine à l'autre : Passeurs et Transferts », *Monde(s)*, 1, pp. 37-60 ; Tchumtchoua Emmanuel (2022), « Coopération intersyndicale en contexte de crise sociopolitique : l'appui des syndicalistes français à leurs camarades camerounais (1955-1960) », in C. Signié (dir.), *Activités de production et syndicalisme en Afrique et au Cameroun XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : mélanges en hommage au Professeur Léon Kaptué*, Paris, L'Harmattan, pp. 303-318.

<sup>51</sup> Tel est le cas de la communauté juive européenne d'Égypte. Par exemple, Joseph Rosenthal, un juif italien émigré en Égypte en 1899, et figure de pointe du communisme à Alexandrie, commence sa carrière politique en organisant le syndicat des fabricants de cigarettes de cette ville ; Botman Selma (1985), « The Rise and Experience of Egyptian Communism : 1919-1952 », *Studies in Comparative Communism*, 18(1), p. 51.

<sup>52</sup> Freund B., « Trade Unions... », art. cité, p. 527 ; Drew Allison (2014), *We Are No Longer in France : Communists in Colonial Algeria*, Manchester, Manchester University Press.

<sup>53</sup> Gueye Omar, *Sénégal : histoire du mouvement syndical...*, op. cit., et pour l'AEF, Bélé Daimy (2021), « Porter la voix d'une population opprimée : la loi du 15 décembre 1952 instaurant un code du Travail dans les territoires d'outre-mer et son application. Actions syndicales et des députés d'Afrique équatoriale française en faveur de la population salariée », mémoire de master, Université Paris 1.

<sup>54</sup> Larmer Miles (2015), « Historicising Activism in Late Colonial and Post-Colonial Sub-Saharan Africa », *Journal of Historical Sociology*, 28(1), p. 72.

<sup>55</sup> McCann Gerard (2019), « Possibility and Peril : Trade Unionism, African Cold War, and the Global Strands of Kenyan Decolonization », *Journal of Social History*, 53(2), pp. 348-377 ; Sikainga Ahmad A. (2003), « Organized Labor and Social Change in Contemporary Sudan », *Sir William Luce Fellowship Paper*, 2.

<sup>56</sup> Pauthier Céline (2012), « Forger l'imaginaire national : les enjeux de l'enseignement de l'histoire en République de Guinée au lendemain de l'indépendance », in C. Labrune-Badiane Céline, M-A de Suremain et P. Bianchini (dir.), *L'école en situation postcoloniale*, Paris, L'Harmattan, pp. 57-80 ; Pauthier Céline (2016), « Indépendance, nation, révolution : les enjeux du « complot des enseignants » de 1961 en Guinée », in F. Blum, P. Guidi et O. Rillon (dir.), *Étudiants africains en mouvements. Contribution à une histoire des années 1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, pp. 31-56 ; Blum Françoise (2013), « Une formation syndicale dans la Guinée de Sékou Touré : l'université ouvrière africaine », *Revue Historique*, 667, pp. 99-112.

<sup>57</sup> Diallo Tiemoko (2024), « Les débuts du pouvoir de Félix Houphouët-Boigny vus à travers les archives françaises et ivoiriennes : de la fin des années 1950 à la fin des années 1960 », thèse de doctorat, Université de Poitiers.

d'AOF<sup>58</sup>, constituent autant d'exemples de reconversion du champ syndical vers l'action politique au sein du Rassemblement démocratique africain (RDA), dont ils seront les principaux leaders avant d'accéder aux plus hautes fonctions de leurs États à l'indépendance. Le point commun de ces situations est qu'une fois les partis anticolonialistes arrivés au pouvoir, ils glissent vers un système de partis uniques et mettent au pas les forces syndicales au nom d'un effort collectif pour la construction nationale, à laquelle les travailleurs et travailleuses sont appelés à contribuer à travers leurs « sacrifices ». De façon plus ou moins rapide selon les pays, l'indépendance s'accompagne dans bien des cas de la mise en place de centrales syndicales uniques et de la suppression du pluralisme syndical : Mali (1963), Zaïre (1967), Nigéria (1978) ou Mozambique (1983).

En dépit de la répression et de la cooptation des syndicats, ces derniers continuent après les indépendances à jouer une fonction essentielle – bien que parfois ambiguë – de médiation entre État, employeurs et travailleurs. Ils ne cessent aussi d'être un point de référence pour les travailleurs. En témoigne le rôle de premier plan joué par les organisations syndicales dans les changements de régimes, révoltes et révolutions des années 1960-1970 : les Trois Glorieuses de 1963 au Congo Brazzaville où l'arrestation de syndicalistes déclenche une révolution qui provoque la chute de l'Abbé Youlou<sup>59</sup> ; l'insurrection voltaïque de 1966 initiée par une grève générale qui met fin au régime de Maurice Yaméogo<sup>60</sup> ; le mai dakarois de 1968 au cours duquel une grève générale succède à la révolte étudiante ; la révolution malgache de 1972, appuyée par les travailleurs et travailleuses<sup>61</sup>. Enfin, la vague des « démocratisations » des années 1980 et 1990, s'accompagne d'une véritable explosion syndicale, sur laquelle nous reviendrons brièvement dans la prochaine section.

## Relire les historiographies du syndicalisme en Afrique : nationalisme, marxisme et tournant culturel

Le syndicalisme africain a fait l'objet d'une vaste historiographie, qui en fait probablement l'un des sujets les plus traités de l'histoire contemporaine du continent. Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce foisonnement et intérêt. D'abord, l'étude du syndicalisme mobilise plusieurs échelles, tant il est imbriqué – comme nous l'avons vu – dans des dynamiques non seulement locales et nationales, mais aussi impériales<sup>62</sup>, panafricaines et transnationales<sup>63</sup>. Le second élément notable est que cette historiographie s'est très précocement développée à partir du continent africain<sup>64</sup>. Née en concomitance avec l'essor des mouvements ouvriers à l'époque coloniale tardive, elle ne s'est jamais tarie et n'a cessé de se renouveler, en lien avec l'évolution des approches sur l'histoire du travail dans le Sud global et les grandes idéologies du xx<sup>e</sup> siècle.

Le fait que l'histoire des syndicats soit devenue un champ de bataille entre des approches de tendance libérale et marxiste, et au sein de cette dernière, entre différentes conceptions du marxisme et de la gauche radicale, constitue un autre facteur d'explication de la profusion des travaux scientifiques sur cet objet. Les premières recherches sur le syndicalisme africain sont pourtant bien loin de ces enjeux. Elles tendent plutôt à célébrer le rôle des masses laborieuses organisées dans les luttes pour l'indépendance, en écho au nouveau courant historiographique nationaliste qui se développe à ce moment invitant à

<sup>58</sup> Diagouraga Modibo (1986), « Le combat politique de Modibo Keita », thèse de doctorat, Université Paris 1-Panthéon Sorbonne.

<sup>59</sup> Kiriakou Héloïse (2019), « Brazzaville : laboratoire de la révolution congolaise (1963-1968) », thèse de doctorat, Université Paris 1-Sorbonne.

<sup>60</sup> Kabeya Charles (1987), « Évolution et rôle des syndicats au Burkina Faso », *Présence Africaine*, 142(2), pp. 130-147.

<sup>61</sup> Blum Françoise (2014), *Révolutions Africaines : Congo, Sénégal, Madagascar, années 1960-1970*, Rennes, Presses universitaires de Rennes ; Guèye Omar (2017), *Mai 68 au Sénégal. Senghor face aux étudiants et au mouvement syndical*, Paris, Karthala ; Blum Françoise (2018), « Années 68 Postcoloniales ? “Mai” de France et d'Afrique », *French Historical Studies*, 41(2), pp. 193-218.

<sup>62</sup> Weiler Peter (1984), « Forming Responsible Trade Unions », art. cité, pp. 367-392.

<sup>63</sup> Zeleza Tiya (1986), « Pan-African Trade Unionism : Unity and Discord », *Transafrican Journal of History*, 15, pp. 164-190 ; Busch Gary K. (1972), « The Transnational Relations of African Trade Unions », *Africa Today*, 19(2), pp. 22-32 ; Friedland W. H., « African Trade Unions Studies », art. cité, pp. 575-89 ; Bangali Gédéon (2014), « Méthodes de revendication et gouvernance politique des crises syndicales en Afrique occidentale francophone (1936-1990) », thèse de doctorat, Université de Bouaké ; Fonteneau G., *Histoire du syndicalisme en Afrique, op. cit.* ; Blum F., « Syndicalistes croyants et panafricains... », art. cité. ; Crochemore Kévin (2013), « Révolutions postcoloniales du continent africain et contexte de Guerre froide : enjeux et conflits pour la fédération syndicale internationale des transports (1950-1971) », *Dissidences*, 5.

<sup>64</sup> Mboya Tom (1956), « Kenyan Trade Unions Fight for Freedom », *Africa Today*, 3/2, pp. 2-5 ; Naville Pierre (1952), « Note sur le syndicalisme en Afrique noire », *Présence Africaine*, 13, pp. 359-367.



« décoloniser l'histoire<sup>65</sup> ». De telles perspectives résonnent, à leurs manières, avec le développement dans les milieux universitaires de la gauche radicale d'une histoire sociale et culturelle des mouvements ouvriers européens<sup>66</sup>.

Écrites depuis le continent africain, ces premières historiographies syndicales s'insèrent dans le récit de la « renaissance africaine » de la fin de la période coloniale, comme dans le célèbre ouvrage de 1961 de Jack Woddis, *Africa. The Lion Awakes*<sup>67</sup>. Cette démarche s'accorde avec la sacralisation dont les syndicats font l'objet de la part de certains leaders nationalistes et/ou syndicaux comme Julius Nyerere, Tom Mboya ou Sékou Touré<sup>68</sup>. Passant en revue vingt ans d'études syndicales, William Friedland considère que ces travaux ont permis de mettre en lumière « la portée politique du travail africain<sup>69</sup> », tout en pointant les principaux problèmes de cette historiographie : sa tonalité hagiographique, sa concentration sur des leaders syndicaux plutôt que sur les membres ordinaires et le fonctionnement concret des syndicats, sa tendance à confondre l'action des cadres avec celle du système syndical dans son ensemble. Si le registre élogieux s'est estompé avec le temps, la recherche continue à avoir un tropisme pour les trajectoires et idéologies des leaders syndicaux, comme en témoignent les travaux sur Wallace Johnson en Sierra Leone, Michael Imoudu au Nigéria ou encore Tom Mboya au Kenya<sup>70</sup>.

Alors que les années 1970 marquent l'apogée de l'historiographie marxiste avec l'essor de « l'histoire par le bas » et de la « *new labor history* » qui orientent la focale sur l'expérience des « humbles » travailleurs, des femmes ouvrières et des minorités, d'autres débats animent l'écriture de l'histoire du syndicalisme en Afrique. En opposition à l'historiographie nationaliste et messianiste initiale, de nombreux travaux questionnent la nature de la classe ouvrière en Afrique, sa force progressiste supposée et la représentativité des syndicats de cette classe<sup>71</sup>. Si une partie répond par l'affirmative<sup>72</sup>, d'autres remettent en question leur rôle effectif au regard de la faiblesse numérique de la classe ouvrière, de la position privilégiée des salarié·es par rapport à d'autres groupes comme la paysannerie, ou encore de la nature « atypique » du capitalisme et de la lutte de classes sur le continent. Ces travaux ont donné naissance à la fameuse thèse de l'« aristocratie ouvrière » qui fera couler beaucoup d'encre pendant deux décennies, à l'exemple des travaux largement cités et débattus de Giovanni Arrighi et John Saul sur les mineurs « conservateurs » du Copperbelt<sup>73</sup>. D'autres, comme Sharon Stichter, différencient une classe populaire « véritablement » radicale et des « col-blancs » qui monopolisent les syndicats en les vidant de leur charge émancipatrice<sup>74</sup>. Roger Scott, enfin, spécialiste des syndicats ougandais, décrit le mouvement syndical comme minoritaire et coupé de la

<sup>65</sup> Sahli Mohamed Chérif (1965), *Décoloniser l'histoire*, Paris, La Découverte.

<sup>66</sup> Thompson Edward P. (1963), *The Making of the English Working Class*, Londres, Victor Gollancz Ltd.

<sup>67</sup> Woddis Jack (1961), *Africa. The Lion Awakes*, Londres, Lawrence & Wishart.

<sup>68</sup> Mboya T., « Kenyan Trade Unions », art. cité, pp. 2-5 ; Scott Roger (1967), « Are Trade Unions Still Necessary in Africa? », *Transition*, 33, p. 33.

<sup>69</sup> « *The political significance of African labor* » : Friedland William H. (1974), « African Trade Unions Studies : Analysis of Two Decades », *Cahiers d'Études Africaines* 14(55), p. 579.

<sup>70</sup> Amolo M., « Trade Unionism and Colonial Authority Sierra Leone », art. cité ; Oyemakinde W., « The Impact of the Great Depression on the Nigerian Railway », art. cité ; Sandbrook Richard (1972), « Patrons, Clients, and Unions : The Labour Movement and Political Conflict in Kenya », *Journal of Commonwealth Political Studies*, 10(1), pp. 3-27 ; Clayton Anthony and Donald Cockfield Savage (1974), *Government and Labour in Kenya 1895-1963*, New York, Frank Cass, pp. 368-456 ; McCann G., « Possibility and Peril », art. cité.

<sup>71</sup> Pour une revue de ces débats et une mise en perspective avec l'historiographie sur l'Europe, voir la synthèse bibliographique principalement anglophone réalisée par Copans Jean (1981), « Les classes ouvrières d'Afrique noire : bibliographie sélectionnée, classée et commentée », *Cahiers d'études africaines*, 83, pp. 405-429.

<sup>72</sup> Sandbrook Richard (1975), *Proletarians and African Capitalism : The Kenyan Case, 1960-1972*, Cambridge, Cambridge University Press ; Cohen Robin (1974), *Labour and Politics in Nigeria*, Londres, Routledge.

<sup>73</sup> Arrighi Giovanni and John S Saul (1973), « Essays on the Political Economy of Africa », *Monthly Review Press*. Pour une analyse critique des travaux portant cette thèse, voir Saul John S. (1975), « The 'Labour Aristocracy' Thesis Reconsidered », in R. Sandbrook and R. Cohen (dir.), *The Development of an African Working Class*, Londres, Routledge ; Kraus Jon (1976), « African Trade Unions : Progress or Poverty? », *African Studies Review*, 19(3), pp. 95-108 ; Parpart Jane L. (1984), « The "Labor Aristocracy" Debate in Africa : The Copperbelt Case, 1924-1967 », *African Economic History*, 13, pp. 171-191 ; Kerswell Timothy (2019), « A Conceptual History of the Labour Aristocracy : A Critical Review », *Socialism and Democracy*, 33(1), pp. 70-87.

<sup>74</sup> Stichter Sharon (1976), « Imperialism and the Rise of a "Labor Aristocracy" in Kenya, 1945-1970 », *Berkeley Journal of Sociology*, 21, pp. 157-178.

masse des travailleurs<sup>75</sup>. La généalogie de cette position est souvent attribuée aux *Damnés de la terre* de Franz Fanon – via Lénine – selon lequel l'aristocratie ouvrière serait intrinsèquement corrompue et réactionnaire<sup>76</sup>.

Ce courant devient dominant dans l'historiographie en langue anglaise dans les années 1970, au point que Jon Kraus en conclut que les syndicats sont « faibles, inactifs, inefficaces à défendre leurs membres, leurs leaders étant cooptés par l'État, tandis que les membres de la base sont considérés comme ayant peu conscience de leurs intérêts, tout en bénéficiant de revenus disproportionnés par rapport aux autres travailleurs salariés et aux paysans<sup>77</sup> ». Ces études sont alors traversées par les grandes questions du marxisme : celle de la présence ou absence de « conscience ouvrière », celle du potentiel révolutionnaire intrinsèque des classes populaires versus une bourgeoisie conservatrice à laquelle l'« aristocratie ouvrière » appartiendrait par ses modes de consommation et son positionnement politique. Sans vouloir balayer d'un revers de la main ces riches débats, on ne saurait oublier que les sources de l'histoire du travail comportent de nombreux rapports coloniaux, commandités à partir des années 1940, sur les conditions de vie déplorables de catégories professionnelles comme les cheminots et les mineurs, cette prétendue « aristocratie ouvrière ». De plus, dans les milieux urbains beaucoup plus vulnérables à l'inflation et aux dépressions économiques, bénéficier d'un salaire mensuel ne suffisait pas pour mener un train de vie « bourgeois ». L'anthropologue marxiste Jean Copans, qui a joué un rôle fondamental de passeur des travaux anglophones sur l'histoire ouvrière africaine, clôt le débat à la fin des années 1980 – avant même qu'il n'imprègne réellement le champ académique français – en montrant le caractère « idéologique » et particulièrement inopérant de cette thèse pour saisir les mondes du travail et les luttes syndicales en Afrique<sup>78</sup>.

Avec la fin de la Guerre froide, les questions relatives à la « conscience ouvrière » ou au potentiel révolutionnaire – ou non – des classes travailleuses sont délaissées. De nouvelles perspectives émergent, interrogeant la complexité de ces organisations situées à l'intermédiaire des travailleurs et de l'État (post)colonial. Les travaux de Frederick Cooper<sup>79</sup> renouvellent de façon décisive ce champ de recherche en replaçant l'histoire du travail et du syndicalisme dans sa multi-dimensionnalité. Ils montrent que la création des syndicats résulte de dynamiques à la fois endogènes et exogènes : elle émane des besoins et des luttes des travailleurs colonisés, de la transformation de l'État colonial devenu « développementaliste » et du rôle joué par des réseaux internationaux comme l'Organisation internationale du travail (OIT) dans la reconfiguration de la question du travail sous le colonialisme tardif. Une nouvelle dynamique de recherche voit le jour dans les universités d'Afrique francophone, et notamment au Sénégal, qui vise à documenter le fonctionnement ordinaire des syndicats en éclairant leurs ambiguïtés et contradictions, tout en saisissant l'originalité de cette forme d'organisation<sup>80</sup>. Des recherches s'intéressent également au rôle joué par les syndicats dans les changements de régime passés et présents, même si les temporalités diffèrent d'une région à l'autre<sup>81</sup>. Un véritable

<sup>75</sup> Scott R., « Are Trade Unions Still Necessary in Africa ? », art. cité.

<sup>76</sup> Parpart J. L., « The "Labor Aristocracy" », art. cité, pp. 171-191.

<sup>77</sup> « Trade unions [...] are weak, inactive, ineffective in behalf of members, their leaders coopted by the state, while rank and file members are seen to have little conscience of their interests but, nonetheless, to have benefitted disproportionately in income relative to other wage workers and peasant farmers » : Kraus J., « African Trade Unions », art. cité, p. 95.

<sup>78</sup> Copans Jean (1987), « À la recherche d'une classe ouvrière », in M. Agier, J. Copans et A. Morice (dir.), *Classes ouvrières d'Afrique noire*, Paris, Karthala/ORSTOM, p. 25.

<sup>79</sup> Pour n'en citer que quelques-uns : Cooper Frederick (1980), *From Slaves to Squatters : Plantation Labor and Agriculture in Zanzibar and Coastal Kenya, 1890-1925*, New Haven et Londres, Yale University Press ; Cooper Frederick (1983), *Struggle for the City : Migrant Labor, Capital, and the State in Urban Africa*, Beverly Hills, Sage Publications ; Cooper Frederick (1987), *On the African Waterfront : Urban Disorder and the Transformation of Work in Colonial Mombasa*, New Haven, Yale University Press ; Cooper Frederick (1989), « From Free Labor to Family Allowances : Labor and African Society in Colonial Discourse », *American Ethnologist*, 16(4), pp. 745-765 ; Cooper Frederick (1992), « Colonizing Time : Work Rhythms and Labor Conflict in Colonial Mombasa », in N. B. Dirks (dir.), *Colonialism and Culture*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, pp. 209-245 ; Cooper F., *Decolonization and African Society...*, op. cit. ; Cooper Frederick (2000), « Back to Work : Categories, Boundaries and Connections in the Study of Labour », in P. Alexander and R. Halpern (dir.), *Racializing Class, Classifying Race : Labour and Difference in Britain, the USA and Africa*, Londres, Palgrave Macmillan, pp. 213-235.

<sup>80</sup> Fonteneau G., *Histoire du syndicalisme en Afrique*, op. cit. ; Thiam I. D., « L'évolution politique et syndicale du Sénégal colonial de 1840 à 1936 », art. cité ; Kaptué L., « L'expérience syndicale au Cameroun : des origines à 1960 », art. cité ; Diallo Kalidou (2002), « Le Mouvement syndical. Crises et recomposition », in M.-C. Diop, *La société sénégalaise entre le local et le global*, Paris, Karthala, pp. 441-464 ; Ndiaye Alfred Inis (2013), « L'action collective protestataire », in M.-C. Diop (dir.), *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade*, Paris, Karthala, pp. 425-460 ; Fall Mar (1989), *L'État et la question syndicale au Sénégal*, Paris, L'Harmattan.

<sup>81</sup> Kraus Jon (2007), *Trade Unions and the Coming of Democracy in Africa*, New York, Palgrave Macmillan ; Kester Gerard et Sidibe Ousmane Oumarou (2019), *Trade Unions and Sustainable Democracy in Africa*, New York, Routledge ; Kabeya-Muase Charles (1989), *Syndicalisme et démocratie en Afrique noire. L'expérience du Burkina Faso 1936-1988*, Abidjan, INA-DES/Paris et Karthala.

renversement du regard s'opère dans les historiographies francophones et anglophones : alors que les travaux des années 1970 se demandaient si les syndicats avaient encore une utilité en Afrique, ceux produits à partir des années 1990 constatent leur prolifération (au moins dans les contextes où cela est possible) et le dynamisme de leurs luttes contre les réformes néolibérales et en faveur des démocratisations aux côtés d'autres types d'organisation de jeunesse, de femmes et de défense des droits humains<sup>82</sup>.

Une dernière tendance émerge enfin vers la fin des années 1980, dans le sillage des approches post-modernistes, des tournants culturel, dé-constructionniste, linguistique, postcolonial et subalterniste qui impactent les études sur le syndicalisme. Ces travaux invitent à envisager le syndicalisme non pas uniquement dans sa dimension matérielle et structurelle mais aussi comme « un projet imaginaire » (« *imaginative project* »), une utopie, issue de la dialectique des luttes entre travailleurs, travailleuses, employeurs et État.<sup>83</sup> Ces imaginaires utopiques, nous rappelle Gareth Curless, ne sont pas anodins : ils façonnent des sentiments de solidarité et les formes de mobilisation, leurs langages, leur essor<sup>84</sup>. Un autre élément central de cette nouvelle historiographie est l'attention portée aux questions raciales et de genre<sup>85</sup>. Si l'étude des rapports raciaux a été posée bien avant le tournant culturel, la racialisation du travail et de ses conflits est désormais aussi considérée comme une grille de lecture utile pour analyser des contextes où la race n'est pas rattachée à des caractéristiques physiques. Carolyn Brown étudie ainsi la conscience raciale des travailleurs des mines du Nigéria dans les années 1950, dans un important volume comparatif sur l'intersection entre race et classe dans les mondes du travail<sup>86</sup>. Un autre exemple est l'analyse de l'héritage de l'esclavage et des migrations dans l'histoire du travail en Afrique de l'Ouest<sup>87</sup>.

De même, la question du genre n'est pas nouvelle. Déjà dans les années 1970, des chercheuses féministes marxistes ont mis en lumière l'importance du travail des femmes dans l'économie familiale et le capitalisme colonial<sup>88</sup>. Dans ce sillage, des recherches ont aussi levé le voile sur les révoltes économiques des femmes des classes populaires, notamment commerçantes, à l'exemple de la « Guerre des femmes » de 1929 au Nigéria ou de la révolte des marchandes de Lomé en 1933 contre les nouveaux impôts coloniaux imposés aux femmes<sup>89</sup>. L'ensemble de ces travaux constituent une réelle avancée pour saisir la capacité d'organisation, de mobilisation et de défense de leurs droits par les travailleuses africaines. Rares sont pourtant les travaux qui interrogent leur place dans les organisations syndicales. Dans une récente synthèse retraçant trente ans d'historiographie sur les femmes dans les mouvements des travailleurs en Occident<sup>90</sup>, les autrices rappellent que les luttes des travailleuses ont le plus souvent trouvé à s'exprimer dans des mouvements féminins plutôt que dans des syndicats longtemps restés sourds aux demandes spécifiques des femmes travailleuses. Des dynamiques similaires semblent traverser le syndicalisme africain, mais les travaux historiques manquent encore cruellement pour cerner avec précision les espaces de défense des droits des travailleuses africaines<sup>91</sup>.

<sup>82</sup> Phelan Craig (2011), « Trade Unions, Democratic Waves, and Structural Adjustment : The Case of Francophone West Africa », *Labor History*, 52(4), pp. 461-481 ; Rubbers Benjamin et Roy Alexis (2015), « Entre opposition et participation, les syndicats face aux réformes en Afrique », *Revue Tiers monde*, 224, pp. 9-24 ; Gnidehoue Arnaud Achille, Adimou Hermann et Tossou M. Rogatien (2022), « Floraison des syndicats dans les sous-secteurs de l'enseignement primaire et secondaire au Bénin (1990-2019) : quels impacts sur les revendications corporatistes et le système éducatif ? », in C. Signié (dir.), *Activités de production et syndicalisme en Afrique et au Cameroun, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : mélanges en hommage au Professeur Léon Kaptué*, Paris, L'Harmattan, pp. 201-218.

<sup>83</sup> Curless Gareth (2016), « Introduction : Trade Unions in the Global South from Imperialism to the Present Day », *Labor History*, 57(1), p. 2.

<sup>84</sup> Curless G., « Introduction : Trade Unions in the Global South from Imperialism to the Present Day », art. cité, pp. 2-3.

<sup>85</sup> Schler Lynn, Bethlehem Louise et Sabar Galia (2009), « Rethinking Labour in Africa, Past and Present », *African Identities*, 7(3), pp. 287-298.

<sup>86</sup> Brown Carolyn A. (2000), « Becoming "Men", Becoming "Workers" : Race, Gender and Workplace Struggle in the Nigerian Coal Industry, 1937-49 », in P. Alexander et R. Halpern (dir.), *Racializing Class, Classifying Race : Labour and Difference in Britain, the USA and Africa*, New York, Macmillan et St Martin's Press, pp. 168-192.

<sup>87</sup> Rossi Benedetta (2014), « Migration and Emancipation in West Africa's Labour History : The Missing Links », *Slavery & Abolition*, 35(1), pp. 23-46.

<sup>88</sup> Robertson Claire and Berger Iris (1986), *Women and Class in Africa*, New York, Africana Publishing ; Zeleza Tiya (1988), « Women and the Labour process in Kenya since independence », *Transafrican Journal of History*, 17, pp. 69-107.

<sup>89</sup> Van Allen Judith (1975), « Aba Riots or the Igbo Women's War ? Ideology, Stratification and the Invisibility of Women », *Ufahamu : A Journal of African Studies*, 6(1), pp. 59-85 ; Lawrance Benjamin N (2003), « La Révolte Des Femmes : Economic Upheaval and the Gender of Political Authority in Lomé, Togo, 1931-33 », *African Studies Review*, 46(1), pp. 43-67. Pour un point général sur la question, voir Parpart, J. L., « Women, Work and Collective Labour Action in Africa », art. cité.

<sup>90</sup> Betti Eloisa, Papastephanakē Lēda, Tolomelli Marica et Zimmermann Susan (2022), *Women, Work, and Activism : Chapters of an Inclusive History of Labor in the Long Twentieth Century*, Budapest, Central European University Press, pp. 16-25.

<sup>91</sup> Barthélémy Pascale (2022), *Sororité et colonialisme. Françaises et Africaines au temps de la Guerre froide (1944-1962)*, Paris, Éditions

Par exemple, l'autobiographie d'Emma Mashinini, ouvrière du textile et militante syndicale de premier plan, constitue un témoignage inédit sur l'engagement syndical d'une Sud-Africaine emprisonnée en 1981 par le régime d'Apartheid pour ses activités militantes<sup>92</sup>. Si la sage-femme malienne Aoua Keita évoque aussi ses engagements syndicaux dans ses mémoires, ceux-ci occupent néanmoins une moindre place que son militantisme politique anticolonial<sup>93</sup>. Doit-on y voir le signe d'une hiérarchisation des priorités de luttes (politiques vs syndicales) ou le reflet de hiérarchies de genre particulièrement tenaces dans les organisations syndicales ?

Étonnamment, le tournant culturel des années 1980 et l'émergence concomitante de l'histoire des femmes en Afrique<sup>94</sup> a moins contribué à faire émerger de nouveaux travaux sur l'histoire du syndicalisme au féminin que repenser le syndicalisme à l'aune des perspectives de genre. La focale s'oriente alors sur les masculinités au travail et la division sexuée des tâches dans les mondes professionnels et syndicaux. Ces recherches montrent combien les travailleurs africains ont su utiliser les stéréotypes de genre « d'hommes soutiens de famille » (« *male breadwinner* ») pour faire avancer leurs revendications syndicales face aux autorités coloniales. Les conflits de travail mettent en jeu les rôles et identités sexuées comme l'a étudié Lisa Lindsay lors de la grande grève de cheminots et de fonctionnaires en 1945 au Nigéria<sup>95</sup> ou encore Carolyn Brown dans les négociations collectives des mines industrielles de charbon dans le sud-est du même pays<sup>96</sup>. Ces travaux contribuent à réinscrire les luttes syndicales dans l'ensemble des sphères de la vie des travailleurs, et à ainsi lier l'activité syndicale au « hors syndical » (c'est-à-dire les liens sociaux qui se tissent au travail, dans la famille, les pratiques religieuses, les loisirs, etc.) appelé de longue date par les anthropologues du travail<sup>97</sup>.

Dans sa synthèse bibliographique de 1974, Friedland s'inquiétait de voir se tarir la production d'études et de sources sur le syndicalisme africain au regard de la répression qui touchait alors les activités syndicales et de recherche sur cet objet dans les régimes de parti unique post-indépendance<sup>98</sup>. Non seulement ce bilan historiographique montre que le dynamisme des recherches sur le syndicalisme ne s'est jamais démenti, mais aussi que les données existent. Leur collecte mérite de s'armer de patience, de persévérance et d'une grande capacité d'invention pour débusquer les traces d'activités militantes menées sous contraintes, hier comme aujourd'hui. Le renouvellement actuel des perspectives de recherche se nourrit ainsi de l'ouverture de fonds d'archives en Afrique et en Europe, désormais largement déclassifiés pour les années 1960-1970. Les archives de police, ou encore celles produites dans le cadre de la solidarité syndicale transnationale, fournissent de riches matériaux de recherche, comme en témoignent les articles regroupés dans ce dossier. Les syndicats africains et les entreprises conservent aussi de nombreux documents largement sous-exploités, dont le « désordre » apparent et l'éclatement se révèlent propices à l'écriture de nouveaux récits syndicaux plus sensibles<sup>99</sup>. Enfin, nombre de protagonistes de cette histoire syndicale sont toujours en vie. Collecter leurs récits et mémoires relève de l'urgence, au regard de leur âge avancé, et contribue à réinscrire l'histoire syndicale dans sa dimension sensible, au plus proche du vécu de celles et ceux qui l'ont fait vivre.

de la Sorbonne, pp. 196-206 ; Rillon Ophélie (2022), *Le genre de la lutte. Une autre histoire du Mali contemporain (1956-1991)*, Lyon, ENS Éditions, pp. 143-170 ; CSI Afrique (2023), *Histoire du mouvement syndical au féminin au Togo de 1946 à nos jours. Études et témoignages*, Lomé, CSI Afrique ; Panata Sara (à paraître), « *Sans nous, pas de nation ni de génération* ». *Une histoire des mouvements pour les droits des femmes au Nigéria (1944-1993)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes ; Britwum Akua O and Ledwith Sue (2014), *Visibility and Voice for Union Women : Country Case Studies from Global Labour University Researchers*, Munich, Rainer Hampp Verlag ; Cojocarui Mihaela et McQuinn Mark (2022), « African Trade Unions and the Politics of Gender : A Collection of Interviews with Rhoda Boateng, Marjorie Chanda Mutale, Deborah Freeman, Leontine Mbolanomena and Maria Joaquina Almeida », *Global Labour Journal*, 13(2), pp. 250-259.

<sup>92</sup> Mashinini Emma (1989), *Strikes Have Followed Me All My Life. A South African Autobiography*, Londres, The Women Press.

<sup>93</sup> Keita Aoua (1975), *Femme d'Afrique. La vie d'Aoua Keita racontée par elle-même*, Paris, Présence africaine.

<sup>94</sup> Voir à ce sujet deux entretiens publiés dans la RHCA : Panata Sara et Rillon Ophélie (2024), « Sous l'histoire de l'Afrique : le genre. Entretien avec Odile Goerg », *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique*. En ligne, consulté le 13 janvier 2025. URL : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2024.entretien01> ; Bouilly Emmanuelle (à paraître), « Devenir historienne des femmes et militante syndicale au Togo. Entretien avec Agnèle Lassey », *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique*.

<sup>95</sup> Lindsay Lisa A. (2003), *Working with Gender. Wage Labor and Social Change in Southwestern Nigeria*, Portsmouth, Heinemann.

<sup>96</sup> Brown Carolyn A. (2003), « A "Man" in the Village Is a "Boy" in the Workplace : Colonial Racism, Worker Militance, and Igbo Notions of Masculinity in the Nigerian Coal Industry, 1930-1945 », in L. Lindsay and S. Miescher (dir.), *Men and Masculinities in Modern Africa*, Portsmouth, Heinemann, pp. 156-174.

<sup>97</sup> Agier Michel (1987), « Usine, familles et ouvriers au Cameroun », in M. Agier, J. Copans et A. Morice (dir.), *Classes ouvrières d'Afrique noire*, Paris, Karthala/ORSTOM, pp. 141-182.

<sup>98</sup> Friedland W. H., « African Trade Unions Studies », art. cité, pp. 575-589.

<sup>99</sup> Henriët Benoît (2022), « "Zairois, qui est ton père ?" Syndicalisme et parentés multiples dans la Copperbelt zairoise, 1970-1980 », *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique*. En ligne, consulté le 13 janvier 2025. URL : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2022.varia01>.



## Histoires syndicales en Afrique : chemins de traverse

Réunissant huit articles, un entretien et un article « sources, terrains & contextes », ce double numéro se nourrit de la riche historiographie présentée précédemment tout en proposant d'élargir la focale au-delà des travailleurs et travailleuses africain·es et de décentrer les histoires transnationales. Il invite à sortir des approches surplombantes de l'objet syndical et à lier les expériences quotidiennes des syndicalistes ordinaires aux grands changements sociopolitiques des décolonisations, de la Guerre froide, des constructions nationales et des libéralisations économiques. Ces transformations sont ici saisies à l'aune des expériences vécues et des aspirations d'une grande diversité de profils syndicaux. Cette démarche est le fruit de notre formation à l'histoire sociale du politique dans le contexte du renouvellement historiographique des années 1990-2000. Elle prend racine dans nos précédentes recherches axées sur l'histoire des luttes nationalistes, anticoloniales, révolutionnaires, féminines et étudiantes. Il nous est apparu nécessaire de saisir la vie au travail et les engagements syndicaux des protagonistes de ces révoltes. Nous partageons également un intérêt commun pour ce que F. Cooper appelle le « *nitty-gritty of labour*<sup>100</sup> », c'est-à-dire les aspects matériels qui façonnent la vie quotidienne au travail. Appliqué au champ syndical, ce questionnement invite à réfléchir à la façon dont les organisations professionnelles aident à résoudre – ou non – les problèmes et les injustices ordinaires rencontrées par les travailleurs/travailleuses sur leur lieu de travail : comment faire face aux incidents voire aux morts au travail, au harcèlement moral et sexuel des supérieurs, aux situations d'exploitation, etc. ? Nous souhaitons également éclairer les socialisations syndicales qui peuvent prendre des formes diverses.

Mais documenter la dimension routinière et ordinaire de la vie syndicale n'est pas chose aisée. L'historien·ne demeure prisonnier·e de ses sources, aussi riches soient-elles. En particulier, les archives coloniales et des États indépendants ne conservent que peu de traces du vécu quotidien de personnes subalternes. Même dans des moments paroxystiques de lutte comme les grèves générales, génératrices d'une grande production archivistique, les masses travailleuses tendent à être décrites comme des foules dangereuses mais anonymes. Si la collecte de récits de vie peut constituer une alternative, encore faut-il pouvoir aller sur le terrain, une perspective qui ne cesse de se restreindre dans le contexte géopolitique actuel.

Dans ce contexte de contraintes, trois approches de l'ordinaire syndical se dégagent de ce numéro : la dimension matérielle et économique des pratiques et des luttes syndicales ; la dimension intersectionnelle des relations syndicales ; et enfin ce qu'on pourrait appeler un internationalisme décentré du syndicalisme, qui met en lumière des alliances peu connues et inattendues.

### Dimension matérielle de l'ordinaire syndical

L'intérêt porté par ces historien·nes à la vie matérielle du quotidien s'inscrit dans un renouvellement plus large des sciences sociales qui interrogent à nouveau frais « l'enclassement de l'économie dans le social »<sup>101</sup>. Dans le champ des études sur les mobilisations sociopolitiques, cela s'est traduit par le développement récent de travaux s'intéressant aux « bords de la protestation sociale » et à « l'ordinaire de la vie sociale des militants »<sup>102</sup>. Les révoltes ne sont plus uniquement saisies à la lumière du bouillonnement des manifestations mais plutôt dans les entrelacs des conditions de vie, des souffrances quotidiennes et de la quête de reconnaissance des classes populaires<sup>103</sup>. Si ces recherches mettent à distance l'étude des formes organisées de travailleurs et travailleuses, ce dossier invite à considérer les syndicats comme des objets toujours d'actualité.

Abdrahmane Tagourla offre ainsi de nouvelles perspectives sur les grèves générales de 1950 et 1953 en Guinée, précédemment analysées par Frederick Cooper<sup>104</sup> et Céline Pauthier<sup>105</sup> sous un angle politique. En s'appuyant sur une lecture fine des archives, notamment de la CFTC, et en se plaçant au plus près des revendications économiques de grévistes, il montre la centralité des questions salariales et de pouvoir d'achat dans le façonnement de la lutte. L'auteur propose ainsi une relecture micro-historique de ces événements

<sup>100</sup> Cooper F., « Back to Work : Categories, Boundaries and Connections in the Study of Labour », art. cité, p. 213.

<sup>101</sup> Siméant-Germanos Johanna (2010), « "Économie morale" et protestation – détours africains », *Genèses*, 81, p. 143.

<sup>102</sup> Tournadre Jérôme (2024), *Politique du proche. Un mouvement de pauvres en Afrique du Sud*, Paris, Éditions du CNRS.

<sup>103</sup> Bonnacase Vincent (2019), *Les prix de la colère. Une histoire de la vie chère au Burkina Faso*, Paris, Éditions de l'EHESS.

<sup>104</sup> Cooper Frederick (2004), *Décolonisation et travail en Afrique : l'Afrique britannique et française, 1935-1960*, Paris, Éditions Karthala, p. 272.

<sup>105</sup> Pauthier Céline (2014), « L'indépendance ambiguë : construction nationale, anticolonialisme et pluralisme culturel en Guinée (1945-2010) », thèse de doctorat, Université Paris Diderot, p. 176.

qui éclaire les effets concrets de l'inflation sur la vie quotidienne et les revendications des travailleurs. En comparant les salaires et les prix des denrées de première nécessité, il met en lumière un aspect jusque-là largement occulté de ces mouvements sociaux des années 1950 : la dimension vitale des mobilisations syndicales pour les travailleurs ordinaires. Les préoccupations matérielles sont également centrales dans l'article de Tim Gibbs consacré aux syndicats du textile en Afrique du Sud dans les années 1970-1980 : « je ne suis pas devenu syndicaliste pour être pauvre », affirme Amon Malencane Ntuli (Malencane signifiant « peu d'argent » en Zulu), président de l'une des plus larges unions nationales du textile. Le syndicaliste souligne par là l'importance pour les travailleurs d'accéder à des biens de consommation et à un certain confort matériel. Posséder une voiture et un foyer confortable « plein à craquer de meubles » sont autant de leviers de réussite sociale et d'affirmation des masculinités syndicales. La dimension matérielle du fonctionnement syndical s'observe aussi dans la coopération internationale. L'octroi de financements et de visas par la confédération italienne aux syndicats d'Afrique de l'Ouest et Centrale, étudié par Gabriele Siracusano, constitue des ressources fondamentales à la poursuite d'activités syndicales clandestines en contexte de lutte armée dans le Cameroun et le Congo des années 1960. Enfin, Agnélé Lassey, maîtresse de conférences à l'Université de Lomé, témoigne de sa trajectoire syndicale et dévoile combien les contraintes matérielles ont pu peser sur son engagement. Par-delà son cas personnel, l'historienne insiste sur les difficultés que ses camarades ont à payer leurs cotisations syndicales, et comment les faibles ressources des syndicats les rendent dépendants de subsides extérieurs.

### ***Dimension intersectionnelle des relations syndicales***

Ce dossier met aussi en avant l'intrication des rapports de pouvoir à l'intérieur des organisations syndicales. En effet, loin de se résumer aux seuls rapports de classes, l'histoire syndicale nous parle également de race, de masculinités, de patriarcat et de relations entre générations. Si les articles de ce dossier prennent pour point d'entrée l'un des mécanismes de domination auquel s'articule la classe, la lecture de l'ensemble des textes montre comment les différentes formes d'oppression se nouent entre elles, façonnent les hiérarchies syndicales et les inégalités au travail.

L'invisibilité des femmes à l'intérieur des organisations syndicales est ainsi questionnée par plusieurs articles, dont ceux de T. Gibbs et A. Lassey précédemment présentés, mettant en lumière le genre du syndicalisme et son façonnement « viril ». Dans le cas sud-africain, l'auteur montre l'importance d'un idéal de domesticité féminine dans les foyers des cadres syndicaux. Les cadres féminins se conforment également au modèle de la bonne mère et épouse attendu d'elles. Seuls quelques parcours d'exception, de femmes célibataires, veuves ou divorcées, parviennent à bousculer l'ordre patriarcal de ce monde syndical très masculin en dépit de l'exploitation spécifique subie (bas salaires, harcèlement sexuel, licenciements des femmes enceintes). Agnélé Lassey témoigne également du poids du genre dans son parcours universitaire et syndical. Faisant le récit d'un itinéraire qui l'a menée de l'histoire politique aux études de genre et à l'investissement syndical, elle met en lumière les résistances masculines tant au sein de son université, que du syndicat et de son foyer : résistances universitaires aux études de genre, résistances syndicales à l'accès des femmes aux responsabilités, résistances des maris à l'engagement syndical de leurs épouses.

La présence très minoritaire de femmes africaines dans les écoles internationales de formation syndicale est révélatrice du paternalisme des cadres syndicaux et du plafond de verre que seules de rares militantes parviennent à dépasser. Dans sa contribution, Immanuel Harish montre que ces femmes syndicalistes, ayant réussi à gravir les échelons de leur organisation en dépit des obstacles dressés par leurs camarades masculins, ne laissent pourtant que peu de traces dans les mémoires et sources syndicales. Retracer leurs trajectoires constitue une véritable gageure. Au prix d'une enquête tenace dans les archives des formations syndicales, tant nationales que transnationales, l'auteur parvient à retrouver leur nom et à restituer des fragments de leurs vécus syndicaux. Les femmes sont ainsi loin d'être absentes de l'histoire syndicale. Elles apparaissent comme des chevilles ouvrières silencieuses mais omniprésentes, comme le met en lumière Ophélie Rillon, qui évoque des fonds d'archives photographiques faisant état de la présence muette mais généralisée des femmes dans la vie des syndicats. Silvia Cirillo adopte également une perspective de genre en s'intéressant aux travailleurs et travailleuses domestiques de Tanzanie au xx<sup>e</sup> siècle. Métiers valorisés et masculins sous la colonisation, ils se dévaluent et se féminisent dans le contexte des libéralisations économiques des années 1980<sup>106</sup>. La mutation sociologique de la profession est ainsi di-

<sup>106</sup> À titre de comparaison, le travail domestique rémunéré demeure largement masculin au Burundi et historiquement non syndiqué ;

rectement liée à la crise économique et à la reconfiguration du marché du travail où la frontière entre le travail rémunéré et non rémunéré se dissout. Avec elle, se transforme également le rapport aux organisations syndicales. Alors que les domestiques masculins sont majoritairement syndiqués et participent à la grande grève de 1956 pour lutter contre la dégradation des salaires, les travailleuses domestiques adoptent aujourd'hui une posture de méfiance à l'égard des syndicats et désirent avant tout s'extraire de leur condition professionnelle. Pourquoi se syndiquer quand l'objectif est de quitter ce métier conçu comme une étape transitoire ?

La question raciale est présente de façon implicite dans l'article de Simon Imbert Vier sur le syndicat des cheminots éthiopiens. Créé en 1946, ce syndicat est issu d'une longue histoire de luttes dans le secteur mettant à jour l'inégalité de traitement entre cheminots grecs, italiens et éthiopiens. Ces conflits de travail traversés par des discriminations raciales et de classes entre cadres européens et subalternes éthiopiens n'empêchent pas la création d'une organisation commune de défense des salariés du chemin de fer. L'article met en lumière divers processus : celui d'un État éthiopien « semi-colonial » qui assoit sa légitimité en défendant les travailleurs éthiopiens ; celui aussi de l'éthiopisation du personnel et des cadres d'une compagnie à l'origine concession française. Il n'y a pas non plus d'unanimité au sein du personnel européen : les Grecs, nombreux au départ, jouent parfois un rôle de trait d'union entre Éthiopiens et autres « Européens », signe de la complexité des rapports sociaux au sein des chemins de fer.

Au même titre que le genre, la race et la classe, les rapports sociaux d'âges et de générations façonnent les dynamiques syndicales. Si S. Cirillo montre l'absence de transmission de mémoire syndicale dans le cas du travail domestique en Tanzanie, Abdoul Latif Banguian s'intéresse ici aux conflits générationnels au sein des syndicats burkinabés. Les aînés gardent une mémoire vive de la répression qui a frappé leurs organisations sous la révolution sankariste des années 1980 qui s'est accompagnée de milliers de licenciements dans les secteurs salariés, enseignants notamment, et de centaines d'arrestations. À l'inverse, les plus jeunes participent de l'héroïsation de Sankara devenu une icône bien au-delà des frontières du pays. L'auteur montre ainsi comment les périodes de tensions politiques produisent tout à la fois des « mémoires de conflits » et des « mémoires en conflits<sup>107</sup> ». Ces luttes symboliques autour du passé mettent en exergue les rivalités syndicales. Elles traduisent également la mise en concurrence d'aspirations politiques différentes selon l'âge et le vécu des syndiqués.

### ***Solidarité syndicale internationale : un décentrement***

Plusieurs articles de ce double numéro contribuent à complexifier les liens internationaux tissés par les syndicats africains par-delà les seuls héritages coloniaux. Ils invitent pour ce faire à l'exploration de fonds d'archives allemands, italiens, américains, hollandais et de fédérations internationales comme la Fédération syndicale mondiale (FSM), offrant ainsi un regard décentré sur l'histoire syndicale africaine. L'attention est d'abord portée ici sur la *Confederazione Generale Italiana del Lavoro* (CGIL), la centrale italienne d'obédience communiste créée en 1944. Nicola Lamri interroge ses rapports avec la centrale algérienne (UGTA) pendant la guerre de libération. Gabriele Siracusano s'intéresse à la coopération nouée entre la CGIL et les syndicats maliens, guinéens, congolais et camerounais au tournant des décolonisations. Ces deux articles mettent l'accent sur les relations souvent méconnues des Italiens avec l'Afrique au-delà de la seule Lybie ou Éthiopie et participent de l'essor de nouveaux travaux sur le « communisme à l'italienne<sup>108</sup> ». Ils apportent une contribution originale à l'histoire sociale des relations Nord-Sud au temps de la Guerre froide en sortant du face à face habituel entre syndicats issus des métropoles et ceux des colonies.

L'histoire des relations entre le Tiers-Monde et le monde communiste fait ainsi apparaître de nouveaux acteurs syndicaux et « une nouvelle géographie de circulations syndicales transméditerranéennes »

Deslaurier Christine (2019), « Des “boys” aux “travailleurs de maison” au Burundi, ou le politique domestiqué », *Politique africaine*, 2(154), pp. 49-73.

<sup>107</sup> Ostriitchouk Olha (2016), *Mémoires de conflits, mémoires en conflits. Affrontements identitaires, tensions politiques et luttes symboliques autour du passé*, Bruxelles, Peter Lang.

<sup>108</sup> Siracusano Gabriele (2022), « *Pronto per la Rivoluzione !* » *I comunisti italiani e francesi e la decolonizzazione in Africa centro-occidentale (1958-1968)*, Rome, Carocci ; Fugazzotto Giulio (2024), « Al servizio di una rivoluzione globale ? I comunisti italiani e il colonialismo (1926-1956) », thèse de doctorat, Université d'Urbino Carlo Bo ; Lamri Nicola (2021), « La gauche italienne et la guerre d'Algérie, entre mémoire de la Résistance et “invention de la décolonisation” : réseaux de soutien, circulations intellectuelles et identités politiques en mutation (1954-1968) », thèse de doctorat, Université polytechnique Hauts-de-France.

(Lamri). Si ces contributions analysent principalement le point de vue des Italiens sur le syndicalisme africain – dévoilant également les multiples incompréhensions et déceptions générées par cette coopération – elles éclairent une croyance partagée en une voie africaine du socialisme. Par-delà le façonnement d'idéaux communs, c'est aussi à la dimension matérielle des politiques d'assistance syndicale que nous invitent à réfléchir ces deux auteurs (financement de la presse militante, des voyages, des visas, de la vie en exil, des soins médicaux, etc.). Les voix africaines se font par ailleurs entendre en filigrane dans la très riche correspondance de la CGIL analysée dans ces articles, permettant de saisir des histoires individuelles et des liens d'amitié noués à la faveur de la coopération syndicale internationale. L'article d'I. Harish, déjà évoqué, permet également de penser ces collaborations au-delà des cadres nationaux et impériaux. En suivant les pas des syndicalistes africaines qui participent aux formations dispensées par les deux grandes fédérations internationales en concurrence, il offre un regard novateur sur le genre des circulations syndicales Nord-Sud et intra-africaines.

*Françoise Blum*

*Centre national de la recherche scientifique (CNRS-France)*

*Centre d'histoire sociale des mondes contemporains (CHS)*

*Ophélie Rillon*

*Centre national de la recherche scientifique (CNRS-France)*

*Institut des mondes africains (IMAF)*

*Elena Vezzadini*

*Centre national de la recherche scientifique (CNRS-France)*

*Institut des mondes africains (IMAF)*

## Bibliographie

- AGIER Michel, COPANS Jean, MORICE Alain (dir.) (1987), *Classes ouvrières d'Afrique noire*, Paris, Karthala/ORSTOM.
- AGIER Michel (1987), « Usine, familles et ouvriers au Cameroun », in M. Agier, J. Copans et A. Morice (dir.), *Classes ouvrières d'Afrique noire*, Paris, Karthala/ORSTOM, pp. 141-182.
- AGYEMAN Opoku (2003), *The Failure of Grassroots Pan-Africanism : the case of the All-African Trade Union Federation*, Lanham, Lexington Books.
- ALEXANDER Peter et HALPERN Rick (2000), *Racializing Class, Classifying Race : Labour and Difference in Britain, the USA and Africa*, New York, Macmillan et St Martin's Press.
- AMOLO Milcah (1979), « Trade Unionism and Colonial Authority : Sierra Leone, 1930-1945 », *Transafrican Journal of History*, 8(1/2), pp. 36-52.
- ARRIGHI Giovanni et SAUL John S. (1973), « Essays on the Political Economy of Africa », *Monthly Review Press*.
- BANGALI Gédéon (2014), « Méthodes de revendication et gouvernance politique des crises syndicales en Afrique occidentale francophone (1936-1990) », thèse de doctorat, Université de Bouaké.
- BARNES Teresa A. (1992), « The Fight for Control of African Women's Mobility in Colonial Zimbabwe, 1900-1939 », *Signs : Journal of Women in Culture and Society*, 17(3), pp. 586-608.
- BARTHÉLÉMY Pascale (2022), *Sororité et colonialisme. Françaises et Africaines au temps de la Guerre froide (1944-1962)*, Paris, Éditions de la Sorbonne.



- BÉLÉ Daimy (2021), « Porter la voix d'une population opprimée : la loi du 15 décembre 1952 instaurant un code du Travail dans les territoires d'outre-mer et son application. Actions syndicales et des députés d'Afrique équatoriale française en faveur de la population salariée », mémoire de master, Université Paris 1-Panthéon Sorbonne.
- BERNARD-DUQUENET Nicole (1977), « Les débuts du syndicalisme au Sénégal au temps du Front populaire », *Le Mouvement Social*, 101, pp. 37-59.
- BÉROUD Sophie (2005), « Le syndicalisme construit par la science politique », in V. Chambarlhac et G. Ubiali (dir.), *Epistémologie du syndicalisme, construction disciplinaire de l'objet syndical*, Paris, L'Harmattan, pp. 13-34.
- BETTI Eloisa, PAPASTEPHANAKÈ Lēda, TOLOMELLI Marica et ZIMMERMANN Susan (2022), *Women, Work, and Activism : Chapters of an Inclusive History of Labor in the Long Twentieth Century*, Budapest, Central European University Press.
- BLUM Françoise (2013), « Syndicalistes croyants et panafricains : réseaux des années 60 », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 119, pp. 99-112.
- BLUM Françoise (2013), « Une formation syndicale dans la Guinée de Sékou Touré : l'université ouvrière africaine, 1960-1965 », *Revue historique*, 667, pp. 661-691.
- BLUM Françoise (2014), *Révolutions africaines : Congo, Sénégal, Madagascar, années 1960-1970*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- BLUM Françoise (2017), « D'une révolte africaine à l'autre : passeurs et transferts », *Monde(s)*, 1, pp. 37-60.
- BLUM Françoise (2018), « Années 68 Postcoloniales ? "Mai" de France et d'Afrique », *French Historical Studies* 41(2), pp. 193-218.
- BONNECASE Vincent (2019), *Les prix de la colère. Une histoire de la vie chère au Burkina Faso*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- BOTMAN Selma (1985), « The Rise and Experience of Egyptian Communism : 1919-1952 », *Studies in Comparative Communism*, 18(1), pp. 49-66.
- BOUCHE Denise (1986), « L'administration de l'Afrique occidentale française et les libertés démocratiques (1944-1946) », in C.-R. Ageron (dir.), *Les chemins de la décolonisation de l'empire colonial français, 1936-1956*, Paris, CNRS Éditions, pp. 467-479.
- BOUILLY Emmanuelle (à paraître), « Devenir historienne des femmes et militante syndicale au Togo. Entretien avec Agnélé Lassey », *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique*.
- BRITWUM Akua O. et Ledwith Sue (2014), *Visibility and Voice for Union Women : Country Case Studies from Global Labour University Researchers*, Munich, Rainer Hampp Verlag.
- BROWN Carolyn A. (2000), « Becoming "Men", Becoming "Workers" : Race, Gender and Workplace Struggle in the Nigerian Coal Industry, 1937-49 », in Alexander P. et Halpern R. (dir.), *Racializing Class, Classifying Race : Labour and Difference in Britain, the USA and Africa*, New York, Macmillan, St Martin's Press, pp. 168-192.
- BROWN Carolyn A. (2003), « A "Man" in the Village Is a "Boy" in the Workplace : Colonial Racism, Worker Militance, and Igbo Notions of Masculinity in the Nigerian Coal Industry, 1930-1945 », in Lindsay L. et Miescher S. (dir.), *Men and Masculinities in Modern Africa*, Portsmouth, Heinemann, pp. 156-174.
- BUSCH Gary K. (1972), « The Transnational Relations of African Trade Unions », *Africa Today*, 19(2), pp. 22-32.
- CAHEN Michel (2008), « Salazarisme, fascisme et colonialisme. Problèmes d'interprétation en sciences sociales, ou le sébastianisme de l'exception », *Portuguese Studies Review*, XV(1), pp. 87-113.
- CAHEN Michel (1983), « Corporatisme et colonialisme. Approche du cas Mozambicain, 1933-1979 », *Cahiers d'études africaines*, 23(92), pp. 383-417.
- CHAKRABARTY Dipesh (2009), *Provincialiser l'Europe : la pensée postcoloniale et la différence historique*, Paris, Amsterdam.

- CHALCRAFT John T (2012), *Striking Cabbies of Cairo and Other Stories, The Crafts and Guilds in Egypt, 1863-1914*, New York, SUNY Press.
- CLAYTON Anthony et COCKFIELD SAVAGE Donald (1974), *Government and Labour in Kenya 1895-1963*, New York, Frank Cass.
- COHEN Robin (1974), *Labour and Politics in Nigeria*, Londres, Routledge.
- COJOCARU Mihaela et McQuinn Mark (2022), « African Trade Unions and the Politics of Gender : A Collection of Interviews with Rhoda Boateng, Marjorie Chanda Mutale, Deborah Freeman, Leontine Mbolanomena and Maria Joaquina Almeida », *Global Labour Journal*, 13(2), pp. 250-259.
- COOPER Frederick (1980), *From Slaves to Squatters : Plantation Labor and Agriculture in Zanzibar and Coastal Kenya, 1890-1925*, New Haven, Yale University Press.
- COOPER Frederick (1983), *Struggle for the City : Migrant Labor, Capital, and the State in Urban Africa*, Beverly Hills, Sage Publications.
- COOPER Frederick (1987), *On the African Waterfront : Urban Disorder and the Transformation of Work in Colonial Mombasa*, New Haven, Yale University Press.
- COOPER Frederick (1989), « From Free Labor to Family Allowances : Labor and African Society in Colonial Discourse », *American Ethnologist*, 16(4), pp. 745-765.
- COOPER Frederick (1992), « Colonizing Time : Work Rhythms and Labor Conflict in Colonial Mombasa », in N. B. Dirks (dir.), *Colonialism and Culture*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, pp. 209-245.
- COOPER Frederick (1996), *Decolonization and African Society : The Labor Question in French and British Africa*, New York, Cambridge University Press.
- COOPER Frederick (1997), « The Dialectics of Decolonization : Nationalism and Labor Movements in Post-war Africa », in F. Cooper et A. L. Stoler (dir.), *Tensions of Empire*, Berkeley, University of California Press, pp. 406-435.
- COOPER Frederick (2000), « Back to Work : Categories, Boundaries and Connections in the Study of Labour », in P. Alexander et R. Halpern (dir.), *Racializing Class, Classifying Race : Labour and Difference in Britain, the USA and Africa*, Londres, Palgrave Macmillan, pp. 213-235.
- COPANS Jean (1981), « Les classes ouvrières d'Afrique noire : bibliographie sélectionnée, classée et commentée », *Cahiers d'études africaines*, 83, pp. 405-429.
- COPANS Jean (1987), « À la recherche d'une classe ouvrière », in M. Agier, J. Copans et A. Morice (dir.), *Classes ouvrières d'Afrique noire*, Paris, Karthala/ORSTOM, pp. 23-43.
- CRISP Jeff (2017), *The Story of an African Working Class : Ghanaian Miners' Struggles 1870-1980*, Londres, Zed Books, pp. 29-32.
- CROCHEMORE Kévin (2013), « Révolutions postcoloniales du continent africain et contexte de Guerre froide : enjeux et conflits pour la fédération syndicale internationale des transports (1950-1971) », *Dissidences*, 5.
- CSI Afrique (2023), *Histoire du mouvement syndical au féminin au Togo de 1946 à nos jours. Études et témoignages*, Lomé, CSI Afrique.
- CUNNINGHAM P.W. (1985), « Trade Unions and Politics in South Africa », *South African Journal of Sociology*, 16(2), pp. 43-48.
- CURLESS Gareth (2016), « Introduction : Trade Unions in the Global South from Imperialism to the Present Day », *Labor History*, 57(1), pp. 1-19.
- D'ALMEIDA-TOPOR Hélène (1976), « Recherches sur l'évolution du travail salarié en AOF pendant la crise économique, 1930-1936 », *Cahiers d'études africaines*, 16(61), pp. 103-117.
- DESLAURIER Christine (2019), « Des "boys" aux "travailleurs de maison" au Burundi, ou le politique domestique », *Politique africaine*, 154, pp. 49-73.

- DIAGOURAGA Modibo (1986), « Le combat politique de Modibo Keita », thèse de doctorat, Université Paris 1-Panthéon Sorbonne.
- DIALLO Kalidou (2002), « Le Mouvement syndical. Crises et recomposition », in M.-C. Diop, *La Société sénégalaise entre le local et le global*, Paris, Karthala, pp. 441-464.
- DIALLO Tiemoko (2024), « Les débuts du pouvoir de Félix Houphouët-Boigny vus à travers les archives françaises et ivoiriennes : de la fin des années 1950 à la fin des années 1960 », thèse de doctorat, Université de Poitiers.
- DREW Allison (2014), *We Are No Longer in France : Communists in Colonial Algeria*, Manchester, Manchester University Press.
- FALL Babacar (2006), « Le mouvement syndical en Afrique occidentale francophone, de la tutelle des centrales métropolitaines à celle des partis nationaux uniques, ou la difficile quête d'une personnalité (1900-1968) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 84(4), pp. 49-58.
- FALL Babacar (1993), « Le travail forcé en Afrique occidentale française (1900-1946) », *Civilisations. Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines*, 41, pp. 329-336.
- FALL Mar, *L'État et la question syndicale au Sénégal*, Paris, L'Harmattan, 1989.
- FONTENEAU Gérard (2004), *Histoire du syndicalisme en Afrique*, Paris, Karthala.
- FREUND Bill (1984), « Labor and Labor History in Africa : A Review of the Literature », *African Studies Review*, 27(2), pp. 1-58.
- FREUND Bill (2013), « Labour Studies and Labour History in South Africa : Perspectives from the Apartheid Era and After », *International Review of Social History*, 58(3), pp. 493-519.
- FREUND Bill (2019), « Trade Unions », in A. Eckert et S. Bellucci (dir.), *General Labour History of Africa : Workers, Employers and Governments, 20th–21st Centuries*, Boydell & Brewer, New Edition, pp. 523-552.
- FRIEDLAND William H. (1974), « African Trade Unions Studies : Analysis of Two Decades », *Cahiers d'études africaines*, 14(55), pp. 575-589.
- FUGAZZOTTO Giulio (2024), « Al servizio di una rivoluzione globale ? I comunisti italiani e il colonialismo (1926-1956) », thèse de doctorat, Université d'Urbino Carlo Bo.
- GEISS Imanuel (1965), « Some Remarks on the Development of African Trade Unions », *Journal of the Historical Society of Nigeria*, 3(2), pp. 365-376.
- GNIDEHOUE Arnaud Achille, ADIMOU Hermann et TOSSOU M. Rogatien (2022), « Floraison des syndicats dans les sous-secteurs de l'enseignement primaire et secondaire au Bénin (1990-2019) : quels impacts sur les revendications corporatistes et le système éducatif ? », in C. Signié (dir.), *Activités de production et syndicalisme en Afrique et au Cameroun XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : mélanges en hommage au Professeur Léon Kaptué*, Paris, L'Harmattan, pp. 201-218.
- GUÈYE Omar (2011), *Sénégal : histoire du mouvement syndical, la marche vers le Code du travail*, Paris, L'Harmattan.
- GUÈYE Omar (2017), *Mai 68 au Sénégal. Senghor face aux étudiants et au mouvement syndical*, Paris, Karthala.
- GUEYE Omar (2024), *La grève générale de 1946 au Sénégal*, Paris, Présence africaine.
- HENRIET Benoît (2022), « "Zaïrois, qui est ton père ?" Syndicalisme et parentés multiples dans la Copperbelt zaïroise, 1970-1980 », *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique*. En ligne, consulté le 13 janvier 2025. URL : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2022.varia01>.
- HENSON David (1978), « Trade Unionism and the Struggle for Liberation in South Africa », *Capital & Class*, 2(3), pp. 1-41.
- HUGHES Arnold et COHEN Robin (1978), « An Emerging Nigerian Working Class : The Lagos Experience 1897-1939 », in P. C. W. Gutkind, R. Cohen et J. Copans (dir.), *African Labor History*, Beverly Hills, Sage Publications, pp. 31-55.

- HUGHES Arnold et PERFECT David (1989), « Trade Unionism in the Gambia », *African Affairs*, 88(353), pp. 549-572.
- ILIFFE John (1987), *The African Poor : A History*, Cambridge, Cambridge University Press.
- KABEYA Charles (1987), « Évolution et rôle des syndicats au Burkina Faso », *Présence africaine*, 142(2), pp. 130-147.
- KABEYA-MUASE Charles (1989), *Syndicalisme et démocratie en Afrique noire. L'expérience du Burkina Faso 1936-1988*, Abidjan, INA-DÉS/Paris et Karthala.
- KEESE Alexander (2014), « Slow Abolition within the Colonial Mind : British and French Debates about "Vagrancy", "African Laziness", and Forced Labour in West Central and South Central Africa, 1945-1965 », *International Review of Social History*, 59(3), pp. 377-407.
- KEESE Alexander (2016), « Between Community Development Effort and Hidden Colonial Forced Labour », *African Economic History*, 44, pp. 152-180.
- KEITA Aoua (1975), *Femme d'Afrique. La vie d'Aoua Keita racontée par elle-même*, Paris, Présence africaine.
- KELEMEN Paul (2006), « Modernising Colonialism : The British Labour Movement and Africa », *Journal of Imperial & Commonwealth History*, 34(2), pp. 223-244.
- KELEMEN Paul (2007), « Planning for Africa : The British Labour Party's Colonial Development Policy, 1920-1964 », *Journal of Agrarian Change*, 7(1), pp. 76-98.
- KERSWELL Timothy (2019), « A Conceptual History of the Labour Aristocracy : A Critical Review », *Socialism and Democracy*, 33(1), pp. 70-87.
- KESTER Gerard et SIDIBE Ousmane Oumarou (2019), *Trade Unions and Sustainable Democracy in Africa*, New York, Routledge.
- KIRIAKOU Héloïse (2019), « Brazzaville : laboratoire de la révolution congolaise (1963-1968) », thèse de doctorat, Université Paris 1-Sorbonne.
- KRAUS Jon (1976), « African Trade Unions : Progress or Poverty ? », *African Studies Review*, 19(3), pp. 95-108.
- KRAUS Jon (2007), *Trade Unions and the Coming of Democracy in Africa*, New York, Palgrave Macmillan.
- LAKROUM Monique (1983), *Le travail inégal : paysans et salariés sénégalais face à la crise des années trente*, Paris, L'Harmattan.
- LAMRI Nicola (2021), « La gauche italienne et la guerre d'Algérie, entre mémoire de la Résistance et "invention de la décolonisation" : réseaux de soutien, circulations intellectuelles et identités politiques en mutation (1954-1968) », thèse de doctorat, Université polytechnique Hauts-de-France.
- LARMER Miles (2015), « Historicising Activism in Late Colonial and Post-Colonial Sub-Saharan Africa », *Journal of Historical Sociology*, 28(1), pp. 67-89.
- LINDSAY Lisa A. (2003), *Working with Gender. Wage Labor and Social Change in Touthwestern Nigeria*, Portsmouth, Heinemann.
- MABIN Alan (1983), « Strikes in the Cape Colony, 1854-1899 », University of Witwatersrand, African Studies Seminar Paper.
- MASHININI Emma (1989), *Strikes Have Followed Me All My Life. A South African Autobiography*, Londres, The Women Press.
- MASIYA Tyanai (2014), « Social Movement Trade Unionism : Case of the Congress of South African Trade Unions », *Politikon*, 41(3), pp. 443-460.
- MBILI Kwa Mbili (1986), « Esquisse du syndicalisme au Zaïre : d'hier à aujourd'hui », *Africa : Rivista trimestrale di studi e documentazione dell'Istituto italiano per l'Africa e l'Oriente*, 41(2), pp. 271-280.
- MBOYA Tom (1956), « Kenyan Trade Unions Fight for Freedom », *Africa Today*, 3(2), pp. 2-5.



- McCANN Gerard (2019), « Possibility and Peril : Trade Unionism, African Cold War, and the Global Strands of Kenyan Decolonization », *Journal of Social History*, 53(2), pp. 348-377.
- NDIAYE Alfred Inis (2013), « L'action collective protestataire » in M.-C. Diop (dir.), *Le Sénégal sous Abdoulaye Wade*, Paris, Karthala, pp. 425-460.
- OBERST Timothy (1988), « Transport Workers, Strikes and the "Imperial Response" : Africa and the Post World War II Conjunction », *African Studies Review*, 31(1), pp. 117-133.
- OCHONU Moses (2013), « African Colonial Economies : Land, Labor, and Livelihoods », *History Compass*, 11(2), pp. 91-103.
- OKONKWO Rina (1993), « The Nigeria Civil Service Union, 1919-1922 », *The International Journal of African Historical Studies*, 26(3), pp. 609-622.
- ORR Charles A. (1966), « Trade Unionism in Colonial Africa », *The Journal of Modern African Studies*, 4(1), pp. 65-81.
- OSTRIITCHOUK Olha (2016), *Mémoires de conflits, mémoires en conflits. Affrontements identitaires, tensions politiques et luttes symboliques autour du passé*, Bruxelles, Peter Lang.
- OYEMAKINDE Wale (1977), « The Impact of the Great Depression on the Nigerian Railway and Its Workers », *Journal of the Historical Society of Nigeria*, 8(4), pp. 143-160.
- NAVILLE Pierre (1952), « Note sur le syndicalisme en Afrique noire », *Présence africaine*, 13, pp. 359-367.
- PANATA Sara (à paraître), « Sans nous, pas de nation ni de génération ». *Une histoire des mouvements pour les droits des femmes au Nigéria (1944-1993)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- PANATA Sara et RILLON Ophélie (2024), « Sous l'histoire de l'Afrique : le genre. Entretien avec Odile Goerg », *Revue d'histoire contemporaine de l'Afrique*. En ligne, consulté le 13 janvier 2025. URL : <https://doi.org/10.51185/journals/rhca.2024.entretien01>.
- PAQUELIN Stéphane et WOLIKOW Serge (2005), « Elliptiques historiennes autour de l'objet syndical », in V. Chambarlhac et G. Ubbiali (dir.), *Epistémologie du syndicalisme, construction disciplinaire de l'objet syndical*, Paris, L'Harmattan, pp. 69-95.
- PARPART Jane L. (1984), « The "Labor Aristocracy" Debate in Africa : The Copperbelt Case, 1924-1967 », *African Economic History*, 13, pp. 171-191.
- PARPART Jane L. (1988), « Women, Work and Collective Labour Action in Africa », in R. Southall (dir.), *Labour and Unions in Asia and Africa : Contemporary Issues*, Londres, Palgrave Macmillan, pp. 238-255.
- PAUTHIER Céline (2012), « Forger l'imaginaire national : les enjeux de l'enseignement de l'histoire en République de Guinée au lendemain de l'indépendance », in C. Labrune-Badiane, M-A de Suremain et P. Bianchini (dir.), *L'école en situation postcoloniale*, Paris, L'Harmattan, pp. 57-80.
- PAUTHIER Céline (2014), « L'indépendance ambiguë : construction nationale, anticolonialisme et pluralisme culturel en Guinée (1945-2010) », thèse de doctorat, Université Paris Diderot.
- PAUTHIER Céline (2016), « Indépendance, nation, révolution : les enjeux du "complot des enseignants" de 1961 en Guinée », in F. Blum, P. Guidi et O. Rillon (dir.), *Étudiants africains en mouvements. Contribution à une histoire des années 1968*, Paris, Publications de la Sorbonne, pp. 31-56.
- PERSON Yves (1980), « Les syndicats en Afrique noire », *Le Mois en Afrique. Revue d'études politique et économiques africaines*, 172-173, pp. 22-46.
- PHELAN Craig (2011), « Trade Unions, Democratic Waves, and Structural Adjustment : The Case of Francophone West Africa », *Labor History*, 52(4), pp. 461-481.
- PIROTTA Godfrey A. (1983), « The Growth of Trade Unions under British Colonialism : A Comparative Study », *Economic and Social Studies*, 1, pp. 29-40.
- RICCIARDI Ferruccio (2019), « Travail indigène/travail colonial », in M. C. Bureau, A. Corsoni, O. Giraud et F. Rey (dir.), *Les zones grises des relations de travail et d'emploi*, tome 1, Buenos Aires, Teseo, pp. 563-574.

- RILLON Ophélie (2022), *Le genre de la lutte. Une autre histoire du Mali contemporain (1956-1991)*, Lyon, ENS Éditions.
- ROBERTSON Claire et BERGER Iris (1986), *Women and Class in Africa*, New York, Africana Publishing.
- RODET Marie (2009), *Les migrantes ignorées du Haut-Sénégal : 1900-1946*, Paris, Karthala.
- ROSSI Benedetta (2014), « Migration and Emancipation in West Africa's Labour History : The Missing Links », *Slavery & Abolition*, 35(1), pp. 23-46.
- ROSSI Benedetta et BARCHIESI Franco (2017), « Special Issue : Developmentalism, Labor, and the Slow Death of Slavery in Twentieth Century Africa », *International Labor and Working-Class History*, 92.
- RUBBERS Benjamin et ROY Alexis (2015), « Entre opposition et participation, les syndicats face aux réformes en Afrique », *Revue Tiers monde*, 224, pp. 9-24.
- SAHLI Mohamed Chérif (1965), *Décoloniser l'histoire*, Paris, La Découverte.
- SALM Steven J. et FALOLA Toyin (2005), *African Urban Spaces in Historical Perspective*, Rochester, University of Rochester Press.
- SANDBROOK Richard (1972), « Patrons, Clients, and Unions : The Labour Movement and Political Conflict in Kenya », *Journal of Commonwealth Political Studies*, 10(1), pp. 3-27.
- SANDBROOK Richard (1975), *Proletarians and African Capitalism : The Kenyan Case, 1960-1972*, 21, Cambridge, Cambridge University Press.
- SAUL John S. (1975), « The "Labour Aristocracy" Thesis Reconsidered », in R. Sandbrook et R. Cohen (dir.), *The Development of an African Working Class*, Londres, Routledge.
- SAUR Léon (2012), « Catholiques belges et Rwanda, 1950-1964 : les pièges de l'évidence », thèse de doctorat, Université Paris1-Panthéon-Sorbonne.
- SCOTT Roger (1967), « Are Trade Unions Still Necessary in Africa ? », *Transition*, 33, pp. 27-31.
- SEDDON David (2009 [2002]), « Popular Protest and Class Struggle in Africa : An Historical Overview », in L. Zeilig (dir.), *Class Struggle and Resistance in Africa*, Chicago, Haymarket Books, pp. 57-86.
- SIKAINGA Ahmad A. (2003), « Organized Labor and Social Change in Contemporary Sudan », *Sir William Luce Fellowship Paper*, 2.
- SIGNIÉ Christophe (dir.) (2022), *Activités de production en Afrique et au Cameroun, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : mélanges en hommage au Professeur Léon Kaptué*, Paris, L'Harmattan.
- SIMÉANT-GERMANOS Johanna (2010), « "Économie morale" et protestation – détours africains », *Genèses*, 81, pp. 142-160.
- SIRACUSANO Gabriele (2022), « *Pronto per la Rivoluzione !* » *I comunisti italiani e francesi e la decolonizzazione in Africa centro-occidentale (1958-1968)*, Rome, Carocci.
- SOLOMON Lawrence Chichebem (2020), « Union Busting In Colonial Nigeria's Public Works Department. A study in the dynamics of Labour Relations, 1938-1948 », *Kenneth Dike Journal of African Studies*, 1(2), pp. 220-244.
- STICHTER Sharon (1976), « Imperialism and the Rise of a "Labor Aristocracy" in Kenya, 1945-1970 », *Berkeley Journal of Sociology*, 21, pp. 157-178.
- STICHTER Sharon (1984), « The Impact of the Depression on Workers' Movements in East and Central Africa, 1930-36 », *Review (Fernand Braudel Center)*, 8(1), pp. 117-131.
- TCHUMTCHOUA Emmanuel (2022), « Coopération intersyndicale en contexte de crise sociopolitique : l'appui des syndicalistes français à leurs camarades camerounais (1955-1960), in C. Signié (dir.), *Activités de production et syndicalisme en Afrique et au Cameroun, XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : mélanges en hommage au Professeur Léon Kaptué*, Paris, L'Harmattan, pp. 303-318.
- THOMPSON Edward P. (1963), *The Making of the English Working Class*, Londres, Victor Gollancz Ltd.

- THIAM Iba Der (1972), « La Grève des cheminots du Sénégal de septembre 1938 », mémoire de maîtrise, Dakar, Université Cheikh Anta Diop.
- THIAM Iba Der (1983), « L'évolution politique et syndicale du Sénégal colonial de 1840 à 1936 », thèse de doctorat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- TIQUET Romain (2019), *Travail forcé et mobilisation de la main-d'œuvre au Sénégal. Années 1920-1960*. Rennes, Presse universitaire de Rennes.
- TOURNADRE Jérôme (2024), *Politique du proche. Un mouvement de pauvres en Afrique du Sud*, Paris, Éditions du CNRS.
- VAN ALLEN Judith (1975), « Aba Riots or the Igbo Women's War ? Ideology, Stratification and the Invisibility of Women », *Ufahamu : A Journal of African Studies*, 6(1), pp. 59-85.
- WEILER Peter (1984), « Forming Responsible Trade Unions : The Colonial Office, Colonial Labor, and the Trades Union Congress », *Radical History Review*, 28-30, pp. 367-392.
- WODDIS Jack (1961), *Africa the Lion Awakes*, Londres, Lawrence & Wishart.
- ZELEZA Tiyambe (1986), « Pan-African Trade Unionism : Unity and Discord », *Transafrican Journal of History*, 15, pp. 164-190.
- ZELEZA Tiyambe (1988), « Women and the Labour process in Kenya since independence », *Transafrican Journal of History*, 17, pp. 69-107.

